



Initiative Costa Rica - Canada

English

Français

Español

Recherche

Plan du site

Sites connexes

Calendrier

Page d'accueil

Contexte

Réunions

Rapports

Salle de presse

Documents

LIENS ENTRE LES QUESTIONS FORESTIÈRES ET LE DIALOGUE SUR LA POLITIQUE INTERNATIONALE EN MATIÈRE DE FORÊTS

John Roper

Janvier 1999

Note

Le document présente le point de vue de son auteur et non nécessairement celui du Canada.

1. CONTEXTE

En septembre 1998, les gouvernements du Costa Rica et du Canada ont convenu de coparrainer une initiative pour appuyer les travaux du Forum intergouvernemental sur les forêts (FIF). L'Initiative Costa Rica-Canada vise à fournir une instance neutre où la communauté forestière internationale puisse examiner les valeurs respectives et les éléments possibles d'instruments juridiquement contraignants pour tous les types de forêts.

Dans ce contexte, le Canada a financé l'établissement du présent document d'information, par un consultant. Le document montre les liens entre les questions forestières internationales et le dialogue sur la politique internationale en matière de forêts. Il présente le point de vue de son auteur, que ne partage pas nécessairement le gouvernement du Canada. Comme il conviendra, le document sera révisé en fonction des discussions dans le contexte de l'Initiative Costa Rica-Canada.

La première partie résume les résultats des délibérations internationales, tels qu'exposés dans quatre documents de référence : Principes relatifs aux forêts, chapitres concernant les forêts d'Action 21, rapport final du Groupe intergouvernemental sur les forêts (GIF) et programme de travail du FIF.

L'annexe A résume sous forme de tableau les liens entre les 53 questions relevées et la description que font de celles-ci les documents de référence.

RÉSULTATS DES DÉLIBÉRATIONS INTERNATIONALES

A. Institutions et instruments de politique

A-1 coordination de l'action internationale en matière de forêts

Un certain nombre d'institutions et d'instruments internationaux touchent à des aspects particuliers des forêts ou à des questions étroitement liés à celles-ci, ainsi qu'à des questions d'autres secteurs pouvant avoir un incidence directe sur les forêts. Toutefois, à l'heure actuelle, il n'existe pas d'organe, d'organisation ou d'instrument multilatéral qui s'attaque, de façon équilibrée, globale et complémentaire, à l'ensemble des questions soulevées au niveau international au sujet de tous les types de forêts.

Il est fondamental pour le développement durable de promouvoir un climat économique international propice à l'exploitation écologiquement viable et rationnelle des forêts dans tous les pays, notamment la promotion de schémas viables de production et de consommation, l'élimination de la pauvreté et le renforcement de la sécurité alimentaire.

Les pays ont le droit souverain d'exploiter leurs propres recherches et ont le devoir de faire en sorte que leurs activités ne causent pas de dommage à l'environnement dans d'autres États ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale. Le coût total des réalisations des avantages associés à la conservation et à l'exploitation écologiquement viable des forêts devrait être équitablement partagé par la communauté internationale.

L'action internationale devrait porter davantage sur un certain nombre de domaines qui s'imbriquent, notamment la bonne administration des activités des entités internationales qui s'occupent de questions forestières, l'amélioration des rouages qui doivent permettre de cibler, de coordonner et de suivre les activités des organismes qui mettent en oeuvre des instruments internationaux concernant les forêts, le développement de la participation des principaux groupes pour encourager leur gestion durable, la collecte et l'analyse de données, le renforcement des moyens d'action et l'intensification des transferts et échanges de technologies, la mise en valeur des ressources humaines, en particulier aux échelons national et local, la collecte et l'analyse de données stratégiques, l'amélioration de la coordination entre les organismes de financement internationaux et bilatéraux et les moyens d'obtenir que le financement et la coordination des activités de recherche-développement consacrées aux priorités de la gestion durable des forêts soient plus rigoureusement assurés et donnent de meilleurs résultats.

Il faudrait exploiter les moyens et les capacités dont disposent les organismes internationaux, régionaux et bilatéraux, les instruments juridiques existants, les organismes de financement et de commerce ainsi que les organes créés par traité pour appliquer les mesures proposées dans le rapport du GIF et pour encourager davantage le dialogue sur les orientations, l'établissement d'un consensus et la coopération au niveau international. Il faut s'employer à préciser les mandats, définir les capacités, supprimer les doubles emplois et combler les écarts et les lacunes. Les activités liées aux forêts devraient être plus transparentes, plus efficaces et plus souples et devraient permettre une meilleure participation et une collaboration accrue de toutes les parties intéressées et des principaux groupes. Il faudrait explorer à fond les avantages des approches régionales.

Il faut favoriser la bonne mise en oeuvre de la Déclaration de principes, non juridiquement

contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts.

Il existe des instruments internationaux juridiquement contraignants qui concernent les forêts, mais ils ne traitent pas de façon exhaustive de toutes les questions. Ils comprennent : la Convention sur la diversité biologique, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, l'Accord international sur les bois tropicaux, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention relatives aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine.

Des arrangements institutionnels internationaux, s'appuyant sur les organisations et mécanismes déjà en place, devraient faciliter la coopération internationale en faveur de l'aménagement forestier durable.

La poursuite de la concertation à l'échelon intergouvernemental au sujet des forêts devrait avoir pour effet de favoriser, dans la transparence et la participation, l'examen global de toutes les questions liées aux forêts et assurer que tous les types de forêts soient traités de manière équilibrée sur la base des principes des responsabilités communes mais différenciées de tous les pays ainsi que du droit souverain de tous les États sur leurs ressources naturelles.

A-2 réforme des institutions chargées des politiques forestières

Les politiques et stratégies nationales devraient structurer des efforts accrus, y compris pour établir et renforcer des institutions et programmes en faveur de la gestion, de la conservation et du développement durable des forêts et terrains forestiers.

Il faut préciser les mandats, définir les capacités, supprimer les chevauchements et combler les écarts et les lacunes des institutions et organisations internationales intéressées concernant la problématique des forêts par l'intermédiaire de leurs organes directeurs respectifs, pour mieux intégrer et coordonner leurs travaux et orienter les activités des organisations dans les domaines où elles peuvent avoir la plus grande efficacité, ainsi que s'attacher à éliminer les gaspillages et les doubles emplois.

Dans les domaines financier, commercial ou industriel, ainsi qu'en matière de transport ou dans d'autres domaines, les politiques et les pratiques qui peuvent conduire à une dégradation des forêts doivent être remplacées par des politiques appropriées axées sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable des forêts, y compris, le cas échéant, des incitations. Il est fondamental que les pays prennent les mesures voulues pour mettre en oeuvre des politiques permettant de créer des conditions susceptibles d'attirer des investissements privés, y compris des mesures qui touchent au régime foncier à long terme et encouragent les collectivités locales à investir dans la gestion forestière durable.

Il faut renforcer les capacités intersectorielles de formulation des politiques, les capacités décisionnelles et celles de résoudre les différends en ce qui a trait à l'utilisation des terrains forestiers.

A-3 coordination des politiques et programmes intersectoriels

Pour assurer la gestion, la conservation et l'exploitation durable de tous les types de forêts, il importe de s'occuper de façon cohérente de toutes les questions complémentaires ayant un effet concret sur les objectifs dans les domaines suivants : société, culture, économie, commerce, environnement, développement, production, finances et technologie. Dans l'élaboration des politiques forestières nationales, il faudrait tenir compte des pressions et des contraintes imposées aux forêts par des facteurs extérieurs au secteur forestier, et il conviendrait de rechercher des moyens intersectoriels d'y faire face. La gestion forestière devrait être intégrée dans la gestion des zones adjacentes afin de maintenir l'équilibre écologique et une productivité durable.

Il faut aborder de manière globale les questions du commerce, de l'accès aux marchés et de la transparence, des politiques économiques, environnementales et sociales touchant directement ou indirectement le secteur des forêts, de l'investissement privé, des ressources financières et du transfert de technologie. Il est crucial d'assurer la coordination entre tous les intéressés aux niveaux national et international.

Il faudrait soumettre à l'évaluation les impacts environnementaux des actions susceptibles de nuire beaucoup à des ressources forestières importantes.

Les programmes forestiers nationaux exigent une large perspective intersectorielle à tous les stades, notamment pour formuler les politiques, stratégies et plans d'action, les appliquer, en faire le suivi et les évaluer. Il faut une action intersectorielle coordonnée, aux niveaux politique et décisionnel, afin d'améliorer la législation et d'accélérer la mise en oeuvre, dans le cadre de stratégies nationales de développement durable. Il faudrait intégrer les politiques et pratiques gouvernementales dans le secteur forestier et dans d'autres afin d'éviter le déboisement et la dégradation des forêts. Pour lutter contre ceux-ci et contre la désertification et la pollution atmosphérique et pour évaluer les forêts, notamment, il faut aussi appliquer l'approche intersectorielle dans la formation des programmes nationaux en matière de forêts et d'aménagement du territoire.

Il faut renforcer la coordination entre les organisations internationales et les institutions multilatérales afin d'assurer une approche globale et équilibrée à l'égard de tous les types de forêts, et les pays bénéficiaires devraient désigner une autorité nationale chargée de coordonner l'affectation des ressources financières, y compris l'aide publique au développement (APD), et les demandes d'assistance externe.

A-4 mécanismes financiers à l'appui de l'AFD

Des ressources financières devraient être fournies aux pays en développement pour qu'ils puissent gérer, conserver et exploiter durablement leurs ressources forestières et pour les aider

à créer des programmes de conservation des forêts, d'aménagement forestier durable, de protection des forêts naturelles, de boisement et de reboisement et de lutte contre le déboisement et la dégradation des forêts et des sols. Il faut rechercher des moyens novateurs qui permettraient de mieux utiliser les mécanismes financiers déjà en place et de dégager des ressources financières nouvelles et additionnelles de source publique et privée, aux niveaux national et international. En outre, il faudrait soutenir les projets relatifs aux forêts qui profitent à l'environnement mondial, dans le cadre des programmes du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), conformément aux recommandations des conférences des parties aux instruments internationaux pertinents.

Les questions relatives à l'assistance financière se recoupent et s'articulent les unes avec les autres et sont d'une importance capitale pour la gestion, la conservation et l'exploitation durable de tous les types de forêts. Elles exigent de mobiliser, sous des formes novatrices, un financement supplémentaire aux niveaux public, privé, international, national et local. Autant que possible, il faudrait financer l'aménagement forestier durable, au niveau national, par les recettes dégagées par le secteur forestier même. Toutefois, dans les pays en développement, les ressources financières sont rares, et les sources internationales de financement (y compris l'APD) demeurent essentielles.

Les pays doivent, c'est crucial, prendre les mesures nécessaires à l'adoption des politiques et réglementations appropriées (p. ex., touchant le régime foncier à long terme) et créer des conditions susceptibles d'attirer des investissements privés. Il faudrait évaluer soigneusement les politiques et réglementations avant de les appliquer afin d'éviter des effets sociaux et environnementaux nuisibles et des perturbations du marché, qui décourageraient les investisseurs. De plus, il faut renforcer la coopération Nord-Sud et favoriser la coopération Sud-Sud et la coopération trilatérale Nord-Sud-Sud, par le biais d'investissements publics et privés et d'opérations en association.

Il faut créer un fonds international pour soutenir les activités d'aménagement, de conservation et d'exploitation durable de tous les types de forêts, en particulier dans les pays en développement.

A-5 investissement dans les forêts

Les ressources existantes ne suffisent pas pour gérer, conserver et exploiter durablement tous les types de forêts, et un investissement financier plus grand est nécessaire de toutes les sources. Le financement des programmes forestiers nationaux, en particulier la fourniture de ressources externes, y compris dans le cadre d'investissements étrangers privés et de l'aide publique au développement (APD), est considérablement facilité lorsque les gouvernements bénéficiaires s'engagent clairement à mettre en oeuvre, dans le secteur forestier et les secteurs connexes, des politiques et programmes nationaux favorables à la gestion forestière durable. Simultanément, il faut augmenter la capacité des pays en développement d'utiliser plus efficacement les ressources financières à leur disposition, et de meilleures politiques d'investissement sont nécessaires à la bonne mise en oeuvre des programmes forestiers nationaux.

En général, les flux de capitaux privés augmentent et sont de plus en plus souvent supérieurs

au financement public, mais ils sont inégalement répartis entre pays en développement. L'investissement dans les forêts peut être encouragé par des codes d'aménagement forestier durable librement consentis, par un renforcement des réglementations nationales et de leur application, par l'internalisation complète des coûts pour établir le prix des ressources renouvelables et par divers incitatifs.

Les pays développés doivent formuler et créer des incitatifs, tels des garanties de prêt et d'investissement, pour encourager le secteur privé à investir dans l'aménagement forestier durable dans les pays en développement et les pays en transition.

A-6 coordination des programmes des donateurs et des bénéficiaires

L'efficacité et les modalités de la coopération internationale doivent être améliorées pour appuyer la gestion, la conservation et l'exploitation durable de tous les types de forêts dans les pays en développement et les pays en transition. La coordination entre tous les intéressés aux niveaux national et international est cruciale par l'aménagement forestier durable.

Il est indispensable, au niveau des pays, que les donateurs coopèrent et coordonnent leur action de manière à utiliser au mieux des ressources financières limitées. Les programmes forestiers nationaux fournissent une bonne base dans bien des pays à la coopération nationale et internationale, y compris pour fixer les priorités concernant l'assistance financière et le transfert de technologie entre les pays bénéficiaires et les donateurs. Les pays donateurs et les organisations internationales sont encouragés à aider, par la coopération financière et technique, les initiatives nationales visant à créer des cadres directifs et des programmes forestiers nationaux dans les pays en développement.

Tous les groupes intéressés, gouvernementaux et autres, sont encouragés à mieux définir le principe et la pratique du partenariat, qui pourrait comprendre les accords de partenariat, afin de mettre en oeuvre les programmes forestiers nationaux, comme un des moyens susceptibles d'améliorer la coordination et la coopération entre tous les partenaires nationaux et internationaux.

Les pays donateurs peuvent aider les pays bénéficiaires à formuler et à appliquer de façon intégrée les politiques nationales et à effectuer l'analyse stratégique des cadres politiques, juridiques et institutionnels qui ont contribué au déboisement et à la dégradation des forêts ainsi que des politiques qui ont eu un effet positif.

L'engagement clair des gouvernements bénéficiaires d'appliquer des politiques et programmes nationaux favorables à l'aménagement forestier durable facilite grandement la coordination des donateurs et des bénéficiaires.

Les donateurs, les organismes internationaux et les pays bénéficiaires devraient procéder aux consultations voulues pour établir des programmes efficaces et coordonnés de coopération internationale compatibles avec les conventions internationales en vigueur (sur la diversité biologique, les changements climatiques et la diversification), les Principes relatifs aux forêts et Action 21.

Les pays donateurs et les organisations internationales doivent augmenter l'aide publique au développement destinée à un aménagement forestier durable. La communauté des donateurs devrait déterminer en collaboration avec les pays en développement les besoins de ceux-ci en matière d'aménagement forestier durable, estimer le financement requis pour répondre à ces besoins et déterminer les ressources disponibles, y compris l'APD. Les pays bénéficiaires devraient désigner une autorité nationale chargée de coordonner l'affectation des ressources financières.

Il faut élaborer et appliquer les programmes de coopération internationale en donnant plus d'importance au renforcement des capacités nationales et locales.

Il incombe particulièrement aux pays développés de faciliter la création des conditions propices à la préservation de la diversité biologique des forêts et à l'utilisation durable des ressources biologiques des forêts en trouvant des moyens constructifs de transférer les technologies visant à renforcer la capacité des populations autochtones, des habitants des forêts, des propriétaires des forêts et des collectivités locales d'aménager durablement les forêts.

A-7 transfert de technologie

Le monde dispose actuellement de moyens technologiques sans précédent. Or, il est essentiel de faire connaître ces nouvelles technologies souvent méconnues, sous-exploitées et insuffisamment partagées. Les transferts des techniques écologiquement rationnelles dans le secteur forestier est un élément important d'une stratégie destinée à permettre aux pays d'aménager, de conserver et d'exploiter durablement leurs forêts. Il convient d'améliorer l'accès et le transfert des techniques et du savoir-faire correspondant aux pays en développement pour augmenter leurs capacités.

Les questions relatives au transfert de technologie se recoupent et s'articulent les unes avec les autres et sont d'une importance capitale pour la gestion, la conservation et l'exploitation durable de tous les types de forêts.

Compte tenu des priorités des programmes forestiers nationaux, les pays devraient évaluer et identifier leurs besoins et capacités technologiques afin de gérer, de conserver et d'exploiter durablement leurs forêts. Il faut répertorier les techniques les plus appropriées dans le domaine des forêts, ainsi que les méthodes les plus efficaces de les transférer. Il y a des possibilités considérables de renforcer la coopération Nord-Sud et de favoriser la coopération Sud-Sud ainsi que la coopération trilatérale Nord-Sud-Sud en ce qui concerne le transfert de technologie dans le secteur forestier.

Les pays développés devraient promouvoir, faciliter et financer, selon les besoins, l'accès à des techniques écologiquement rationnelles et au savoir-faire correspondant ainsi que le transfert de ces techniques et de ce savoir-faire, y compris à des conditions concessionnelles et préférentielles, mutuellement convenues, aux pays en développement.

Voici certaines priorités reconnues en matière de transfert de technologie : techniques pour

réduire les dommages qu'infligent à l'environnement les pratiques forestières actuelles; techniques pour mieux conserver et protéger les forêts naturelles; recherche axée sur les espèces autochtones, y compris les applications de la biotechnologie, pour améliorer les arbres; remise en état et restauration des écosystèmes forestiers naturels; reboisement et création de pépinières; techniques et méthodes pour maintenir les ressources forestières, y compris leur diversité biologique; intégration des connaissances autochtones à l'aménagement des forêts; utilisation, remise en état, restauration et régénération des écosystèmes forestiers naturels; sources nouvelles et renouvelables d'énergie, en particulier le bois de feu et ses produits de remplacement; techniques écologiquement rationnelles d'exploitation forestière; amélioration des techniques de transformation du bois; utilisation durable des essences moins exploitées; développement de nouveaux produits forestiers ligneux et non ligneux afin d'ajouter de la valeur à ces produits; réduction de la pollution atmosphérique.

Il convient de formuler des politiques et des mesures incitatives qui encouragent à élaborer et à utiliser des techniques écologiquement rationnelles, et il faudrait donner plus d'importance à l'élaboration de moyens de diffuser et d'adapter les techniques aux conditions nationales et locales.

A-8 renforcement des capacités

Les capacités institutionnelles nationales, régionales et internationales concernant tous les aspects du secteur forestier doivent être renforcées. L'éducation, la formation, la science, la technologie, l'économie, l'anthropologie et les aspects sociaux des forêts et de l'aménagement forestier sont essentiels à la conservation et à l'exploitation durable des forêts.

Il faut renforcer les capacités nationales à tous les niveaux pour développer, appliquer, surveiller et évaluer l'aménagement forestier durable et améliorer la capacité des pays en développement d'utiliser les ressources financières mises à leur disposition.

Le renforcement des capacités devrait mettre en jeu tous les intéressés, dont les gouvernements, les établissements d'enseignement et de recherche, les propriétaires des forêts, les collectivités locales, les populations autochtones et d'autres groupes importants, et comprendre la formation, la vulgarisation, le transfert de technologie et l'aide financière.

Certains aspects du renforcement des capacités exigent une attention particulière : renforcer la gestion des ressources et des plantations forestières; améliorer les capacités nationales et locales d'évaluation des ressources forestières et de statistique forestière et celles d'analyser et d'utiliser à bon escient les informations sur les ressources forestières; développer la prise de décision intersectorielle en matière d'aménagement du territoire; renforcer la capacité nationale et mondiale des recherches forestières; renforcer les capacités d'évaluation qu'ont les pays en développement concernant la certification et la labellisation librement consenties; élaborer des mécanismes de diffusion et d'adaptation des technologies aux conditions nationales et locales; veiller à répandre l'application des connaissances traditionnelles dans le domaine des forêts; renforcer la capacité des populations autochtones ou des populations tributaires des forêts de participer en partenaires égaux aux ententes d'aménagement forestier durable.

Il faut donner plus d'importance au renforcement des capacités nationales et locales pour élaborer et appliquer les programmes forestiers nationaux et dans le contexte des programmes de coopération internationale.

A-9 éducation et formation

La formation et l'éducation doivent être renforcées dans une gamme de disciplines importantes pour l'aménagement forestier durable, en particulier dans les sciences sociales et biologiques extérieures au domaine traditionnel de l'aménagement forestier. Les pays, les donateurs et les organisations internationales devraient appuyer les programmes d'éducation et de formation afin de développer des modes de gestion des ressources qui réduiront les pressions exercées sur les forêts dans des écosystèmes fragiles touchés par la dégradation, la désertification et la sécheresse et sur les forêts menacées par la conversion à d'autres utilisations du territoire.

Il faut établir, développer et maintenir un système efficace de vulgarisation et d'éducation du public en matière de forêts pour faire mieux connaître, comprendre et gérer les forêts en tenant compte des multiples rôles et valeurs des arbres, des forêts et des sols forestiers, y compris le besoin de créer ou de renforcer les établissements d'enseignement dans le domaine, ainsi que des industries forestières, en vue de créer un cadre professionnel et technique compétent, en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes.

Les gouvernements, à l'échelon approprié, en collaboration avec les institutions et groupes d'intérêt nationaux et avec l'appui des organisations nationales et internationales, devraient lancer des campagnes de sensibilisation pour informer le public et l'alerter à l'importance de l'aménagement forestier durable, du déboisement, de la dégradation des forêts, de la désertification et de la gestion intégrée des sols et des ressources foncières et du rôle que les personnes et les groupes sociaux peuvent jouer.

Une vaste sensibilisation du public est essentielle à un effort global d'éducation visant à renforcer les attitudes, valeurs et actions compatibles avec l'aménagement forestier durable. Il est important de mettre en relief le principe de confier les pouvoirs, responsabilités et ressources à l'échelon le plus approprié, et de confier de préférence à l'échelon local la responsabilité et la maîtrise des activités de sensibilisation.

Il convient d'établir et de renforcer les programmes de formation professionnelle qui répondent aux besoins d'environnement et de développement et donc l'accès est indifférent à la situation sociale, l'âge, le sexe, la race et la religion, et de créer une main-d'oeuvre souple et adaptable d'âges divers, pour faire face aux problèmes croissants d'environnement et de développement et aux changements qui résultent de la transition à une société durable. Il faudrait faire plus pour renforcer les capacités nationales, notamment en matière d'enseignement et de formation scientifique, pour permettre aux gouvernements, aux employeurs et aux travailleurs de réaliser leurs objectifs en matière d'environnement et de développement et de faciliter le transfert et l'assimilation de techniques écologiquement rationnelles, socialement acceptables et bien adaptées et du savoir-faire correspondant.

A-10 partage des informations

L'accès à tous les types d'informations touchant les forêts et l'échange de ces informations sont déficients, et il faut renforcer et mettre en relief les capacités à cet égard pour toutes les questions forestières. Il est essentiel à la compréhension du public et à une prise de décision avisée de fournir en temps utile des informations fiables et précises sur les forêts et les écosystèmes forestiers.

Il convient de renforcer et d'élargir la coopération régionale et internationale pour échanger les informations sur les résultats de la recherche axée sur les forêts et l'aménagement forestier et sur les techniques et l'acquisition du savoir-faire. Les pays développés, les organisations internationales et les institutions financières internationales sont encouragés à y apporter leur aide.

Il faut renforcer la coordination et le partage des informations entre les intéressés concernant la mise en oeuvre de programmes forestiers nationaux, la programmation de l'aide publique au développement, l'apport de ressources financières nouvelles et additionnelles, l'augmentation des investissements du secteur privé et la mise au point et le transfert efficaces de la technologie. Il faut aider les pays et intéressés qui accèdent difficilement aux informations disponibles sur le plan international à interpréter les renseignements, et à en obtenir diffusion, y compris par voie électronique, portant sur l'aménagement, la conservation et l'exploitation durable de tous les types de forêts. Il faut promouvoir la diffusion aux niveaux décisionnel et opérationnel d'informations synthétisées sur l'avancement des programmes, l'élaboration des politiques, les meilleures méthodes de gestion et les stratégies financières pour le secteur forestier, dans le public et dans le privé, y compris par la création de bases de données spécialisées.

A-11 coordination des recherches

Il faut renforcer l'activité de recherche scientifique des institutions nationales et internationales qui est axée sur les aspects biologiques, physiques, sociaux et économiques de l'aménagement forestier durable, sur la conservation et le développement, y compris la mise au point et l'application de technologies. La capacité des instituts de recherche en place aux niveaux régional et sous-régional doit être évaluée, en déterminant le besoin de créer de nouveaux centres de recherche, de développement et de vulgarisation, y compris touchant la diversité biologique et les produits forestiers et autres biens et services forestiers.

Les donateurs devraient aider, par l'intermédiaire d'organismes internationaux, nationaux, régionaux, intergouvernementaux et non gouvernementaux, le développement d'une capacité mondiale de recherche forestière. Il faut classer les besoins de recherche par ordre de priorité, et des consortiums ou réseaux de recherche devraient être organisés et soutenus pour y répondre.

Les établissements de recherche sont encouragés à faire participer tous les intéressés à la planification, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation de leurs recherches afin de rehausser l'utilité et l'impact de celles-ci. Il leur est recommandé de développer la recherche sur place et d'appuyer l'application de ses résultats.

Il faudrait renforcer les instituts de recherche nationaux; développer les réseaux régionaux et sous-régionaux; encourager les projets de recherche communs; trouver les moyens de donner un rôle plus important et plus actif aux instituts de recherche forestière internationaux, régionaux, sous-régionaux et nationaux au sein d'un réseau international spécialisé dans la conservation et le développement durable, la gestion et l'exploitation des forêts et la recherche en matière de politique forestière; et créer des mécanismes qui pourraient permettre de communiquer plus efficacement aux décideurs et aux exécutants les résultats des travaux de recherche, pour qu'ils puissent agir en conséquence.

Il est important de définir les priorités de recherche à tous les niveaux : au niveau national, avec la participation des collectivités locales et d'autres intéressés, au niveau régional et au niveau international.

Les priorités générales de recherche qui demandent un examen approfondi au niveau intergouvernemental englobent : définir des critères et indicateurs applicables à la gestion durable des forêts, et les tester sur le terrain dans le cadre d'études pilotes; mener des études socioéconomiques et biophysiques locales afin de mieux comprendre les rapports entre le développement humain et les forêts; évaluer régulièrement l'état des forêts; établir la valeur des forêts et des ressources forestières; faire figurer les résultats de l'évaluation des forêts dans la comptabilité des ressources nationales; associer les collectivités locales à l'élaboration des programmes de recherche et de développement technique, notamment grâce à des techniques comme celle de l'évaluation participative; tirer parti des connaissances traditionnelles dans le domaine des forêts; préserver les forêts, notamment en réduisant au minimum l'impact de l'homme sur les zones forestières protégées; étudier les effets à long terme de contraintes extérieures omniprésentes telles que les changements climatiques, l'appauvrissement de la couche d'ozone et la pollution atmosphérique sur l'état sanitaire, la productivité et la biodiversité des forêts; étudier les tendances de l'offre et de la demande en matière de produits forestiers; élaborer une politique forestière aux niveaux national, régional et mondial; et mettre au point des technologies respectueuses de l'environnement à l'intention des industries forestières, notamment des techniques de transformation qui soient économiques.

A-12 définition de l'AFD

L'aménagement forestier durable devrait s'effectuer conformément aux politiques et priorités nationales de développement et selon des directives nationales écologiquement rationnelles, et faire appel à des méthodes et des critères convenus au niveau international.

A-13 élaboration des critères d'AFD et A-14 élaboration des indicateurs d'AFD

L'élaboration et la mise en oeuvre de critères et d'indicateurs de l'aménagement forestier durable font l'objet d'un intérêt et d'un appui importants au niveau international. Il est fortement recommandé aux pays de promouvoir l'utilisation des critères et indicateurs convenus afin de favoriser les meilleures méthodes forestières et de faciliter l'aménagement forestier durable. Il faut parvenir à s'entendre, au niveau international, sur les notions, les définitions et les termes essentiels; sur les indicateurs des forêts dans des zones écologiques similaires; sur les outils respectifs pour évaluer les tendances et les conditions au niveau national; sur des méthodes transparentes et compatibles de gestion des données. Les pays devraient élaborer et appliquer des critères et indicateurs de façon intersectorielle et avec l'entière participation de tous les intéressés

Les critères et indicateurs fournissent un cadre théorique pour élaborer et évaluer les politiques, et ils devraient être considérés comme des moyens utiles de dégager les tendances concernant l'état des forêts, pour rendre compte de l'état des forêts et pour parvenir à l'aménagement forestier durable. Il est recommandé aux pays d'intégrer les critères et indicateurs qui conviennent dans l'élaboration, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des programmes forestiers nationaux. Les critères définissent les éléments essentiels de l'aménagement forestier durable, tandis que les indicateurs permettent d'évaluer l'état réel des forêts. Ils peuvent donc beaucoup aider à définir les objectifs des politiques et programmes forestiers nationaux et à évaluer l'efficacité de leur mise en oeuvre.

Il faut une large gamme d'indicateurs quantitatifs, qualitatifs et descriptifs des éléments sociaux, culturels, économiques, écologiques, institutionnels, juridiques et stratégiques, y compris les régimes fonciers.

Les critères et indicateurs sont définis principalement pour promouvoir et surveiller l'aménagement forestier durable et non pour imposer des régimes de certification ou de labellisation des produits forestiers.

À l'heure actuelle, on ne s'entend pas sur les avantages que présenterait un ensemble de critères et d'indicateurs de base utilisables au niveau mondial. Il faut que les régions et sous-régions ayant des caractéristiques écologiques et géographiques particulières et les pays à faible couvert forestier participent, et il faut envisager d'élaborer des critères et indicateurs appropriés à l'égard de forêts dans des zones écologiques similaires. Les évaluations internationales et nationales des forêts devraient tenir compte des critères et indicateurs applicables aux échelons international, régional, sous-régional et national en matière d'aménagement forestier durable.

Les pays devraient commencer à définir, dans une démarche participative, des critères et indicateurs d'aménagement forestier durable au niveau national. Les connaissances traditionnelles dans le domaine des forêts peuvent jouer un rôle important dans cette formulation.

Les pays donateurs et les organisations multilatérales et internationales sont encouragés à apporter l'assistance technique et financière voulue aux pays en développement et aux pays en transition pour leur permettre de participer à la définition, à l'essai sur le terrain et à

l'application des critères et indicateurs aux niveaux national et infranational, au niveau de l'unité d'aménagement forestier/niveau opérationnel.

A-15 programmes forestiers nationaux

Les programmes forestiers nationaux sont des cadres d'action généraux en vue de parvenir à l'aménagement forestier durable qui demandent une large perspective intersectorielle à tous les stades, notamment pour la formulation de politiques, stratégies et plans d'action ainsi que pour leur exécution, leur suivi et leur évaluation. Les programmes peuvent être un moyen stratégique important et servir à promouvoir, prioriser et coordonner les investissements financiers publics et privés et peuvent fonder la coopération internationale dans le secteur forestier. Ils devraient tenir compte du rapport entre la conservation, l'aménagement et l'exploitation durable des forêts et tous les aspects liés à la production et à la consommation des produits forestiers.

Au cours de l'élaboration et de la mise en oeuvre des programmes forestiers nationaux, il faut tenir compte notamment des éléments qui suivent : nécessité de mécanismes participatifs appropriés et des partenariats; décentralisation et autonomisation des structures de gouvernement aux échelons régional et local; reconnaissance et respect des droits coutumiers et traditionnels; stabilité des régimes de propriété foncière; mécanismes efficaces de coordination et de règlement des différends; estimation économique rationnelle de la valeur des ressources forestières; souveraineté et autorités nationales; harmonie avec les politiques nationales et les engagements internationaux; intégration avec les stratégies de développement durable des pays; approches globales et intersectorielles.

Les programmes forestiers nationaux peuvent relier efficacement la planification stratégique et la planification opérationnelle et ils devraient être conçus pour augmenter l'efficacité et la rentabilité au niveau national, afin d'attirer plus de ressources internes et externes. Les pays bénéficiaires et les pays donateurs doivent étudier ensemble les indicateurs qui permettraient de suivre et d'évaluer la pertinence et l'efficacité des programmes et projets forestiers aux niveaux national et local, en envisageant l'intégration de critères et d'indicateurs utiles de l'aménagement forestier durable.

Les pays devraient mettre en place des mécanismes ou stratégies nationaux efficaces de coordination entre tous les intéressés, en se fondant sur le principe du consensus, afin de faciliter la mise en oeuvre des programmes forestiers nationaux. Il faut donner plus d'importance au renforcement des capacités nationales et locales dans l'élaboration et la mise en oeuvre de ces programmes et pour disposer de meilleures politiques d'investissement.

Il faut que les programmes forestiers nationaux soient mis en oeuvre compte tenu de la situation socioéconomique, culturelle, politique et environnementale de chaque pays et il faudrait les intégrer à des programmes plus larges d'utilisation écologiquement viable du territoire, en tenant compte d'autres secteurs, comme ceux de l'agriculture, de l'énergie et du développement industriel.

A-16 évaluations, inventaires, statistiques et modèles des forêts

Les inventaires nationaux sont un fondement important de programmes forestiers nationaux efficaces, et les évaluations de l'état réel et éventuel de tous les types de forêts sont cruciales pour l'aménagement forestier durable. Malheureusement, les renseignements sur les forêts sont actuellement incomplets. L'attention porte encore surtout sur le bois et le couvert forestier. Il faudrait s'occuper davantage des autres biens et services fournis par les forêts, tels le bois de feu, l'utilisation durable et le partage des avantages de la diversité biologique, les fonctions de protection des sols et des eaux et le piégeage et les puits de carbone, ainsi que d'autres facteurs sociaux, culturels et économiques.

Il faut renforcer la capacité de tous les groupes intéressés qui font des inventaires et des évaluations des forêts d'envisager les aspects biologiques, physiques, sociaux et économiques de l'aménagement, de la préservation et de l'exploitation durables des forêts et d'adopter des approches multidisciplinaires intégrées et globales qui seraient axées sur l'utilisateur et régies par la demande et dont les résultats devraient être transparents et accessibles pour tous les intéressés.

Les évaluations devraient utiliser pleinement les données déjà recueillies et analysées et elles devraient diffuser efficacement les informations qui sont déjà du domaine public, y compris les données de télédétection. Il faut harmoniser les modes de collecte et d'analyse des données afin d'augmenter la comparabilité.

Il faut maintenir l'intervalle actuel de dix ans entre les évaluations mondiales des ressources forestières et peut-être faire des mises à jour plus fréquentes. Il est à remarquer que les évaluations imposent un fardeau financier et technique important aux pays en développement. Elles devraient donc être effectuées de la façon la plus rentable, avec l'aide des pays développés et des organisations internationales. Il faut mieux coordonner les systèmes d'information sur les forêts et les systèmes d'information connexes, éviter les chevauchements entre eux et préciser les priorités de la collecte des données. Dans les évaluations internationales et nationales des forêts, il faudrait tenir compte des critères et indicateurs de l'aménagement forestier durable applicables aux échelons international, régional, sous-régional et national.

Les pays devraient améliorer les évaluations nationales des ressources forestières, les statistiques forestières et la capacité d'analyser et d'utiliser à bon escient les informations sur les ressources forestières et ils devraient encourager les pays donateurs et les organisations internationales à soutenir ces initiatives.

Il faut formuler un ensemble de définitions, acceptables au niveau international, des principaux termes utilisés pour évaluer tous les types de forêts et leurs ressources, et en encourager l'adoption.

A-17 estimation de la valeur des forêts

L'estimation de la valeur des forêts devrait porter sur tout l'éventail des avantages que la

société obtient des forêts, y compris une vaste gamme d'avantages sociaux, culturels et environnementaux et ceux se rapportant aux fonctions hydrologiques, à la conservation des sols, à la diversité biologique, à la régulation du climat planétaire et à l'agrément. Une mauvaise estimation de la valeur des forêts et de leur apport aux économies nationales a, dans bien des cas, entravé l'aménagement durable et entraîné le déboisement, la dégradation des forêts et le sous-investissement dans l'aménagement forestier. Les décisions relatives à la gestion, à la conservation et à l'exploitation durable des ressources forestières devraient profiter, dans la mesure du possible, d'une évaluation globale des valeurs économiques et non économiques des produits et services forestiers et des coûts et avantages environnementaux.

Les méthodes en usage ne mesurent pas correctement les coûts du déboisement, de la dégradation et des transformations qualitatives des forêts (réduction de la diversité biologique, altération des fonctions biologiques et réduction des valeurs sociales et environnementales), autant parce qu'on est incapable d'évaluer la nature et l'importance des impacts biophysiques, écologiques, économiques et sociaux de la modification de la forêt que parce qu'on hésite sur la façon d'évaluer leurs coûts.

Prix et valeur sont deux choses différentes et, même quand un marché existe, il n'est pas toujours possible d'exprimer en argent les principales valeurs des forêts, ce qui peut faire penser à tort que l'aménagement forestier durable coûte cher et n'est pas rentable.

Diverses méthodes ont été mises au point pour aider à estimer la valeur des avantages auparavant considérés immatériels et impossibles à mesurer. Toutefois, leur complexité et leur coût peuvent empêcher que leur emploi se généralise. Les méthodes ont de nombreuses limites, mais elles pourraient aider à améliorer la prise de décision en définissant mieux les coûts et les avantages se rapportant à divers modes d'utilisation des forêts et en indiquant la portée à donner à l'application de diverses mesures pour internaliser les coûts environnementaux et sociaux.

Il doit y avoir une coopération internationale pour établir et partager les informations sur des méthodes novatrices et simples d'estimer scientifiquement la valeur des forêts, en particulier en ce qui a trait aux critères et indicateurs et aux programmes forestiers nationaux. Un document d'ensemble devrait être établi sur les méthodes qui existent et les ensembles de données requis pour évaluer les biens et services forestiers, en particulier ceux qui ne font pas l'objet d'échanges commerciaux.

Il faut augmenter les recherches sur les méthodes d'estimation de la valeur des forêts, notamment en ce qui concerne le déboisement et la dégradation des forêts, l'érosion et les critères et indicateurs.

Il faut appuyer la comptabilité des ressources forestières nationales pour fournir des informations stratégiques aux fins de la gestion et de la politique des forêts aux niveaux national et infranational et pour faire prendre conscience de la valeur des biens et services forestiers.

A-18 rapports nationaux

Les critères et indicateurs peuvent être utilisés par les pays et les organisations internationales compétentes pour rendre plus uniformes les rapports sur l'évaluation et l'aménagement durable des forêts.

B. Questions d'environnement

B-1 préservation de la diversité biologique

Il faut reconnaître le rôle vital que jouent les forêts dans le maintien de l'équilibre et des processus écologiques à tous les niveaux, car les forêts sont de riches réserves de diversité biologique et de ressources biologiques et sont des sources de matériel génétique pour les produits biotechniques.

L'accès aux ressources biologiques, y compris le matériel génétique, tiendra dûment compte des droits souverains du pays où sont situées les forêts, ainsi que de la mise en commun, à des conditions mutuellement convenues, des techniques et des avantages tirés des produits biotechniques.

Il faut élaborer des stratégies nationales de préservation de la diversité biologique et d'utilisation durable des ressources biologiques et afin de prendre les mesures appropriées à la mise en commun juste et équitable des avantages obtenus de la recherche et du développement et de l'utilisation des ressources biologiques et génétiques, y compris la biotechnologie, entre les sources de ces ressources et ceux qui les utilisent. Des études par pays devraient être effectuées au sujet de la préservation de la diversité biologique et de l'utilisation durable des ressources biologiques, y compris des analyses des coûts et avantages pertinents, compte tenu en particulier des aspects socioéconomiques.

Il faut reconnaître et favoriser les méthodes et connaissances traditionnelles des populations autochtones et de leurs collectivités, en soulignant le rôle particulier des femmes, en ce qui touche la préservation de la diversité biologique et l'utilisation durable des ressources biologiques et leur donner l'occasion de profiter des avantages économiques et commerciaux découlant de l'utilisation de ces méthodes et connaissances traditionnelles.

Il faut appliquer des mécanismes pour améliorer, produire, développer et utiliser durablement la biotechnologie et pour en assurer le transfert sans danger, en particulier aux pays en développement, en tenant compte de l'apport possible de cette technologie à la préservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable des ressources biologiques. Il faudrait favoriser une plus grande coopération internationale et régionale en vue de mieux faire comprendre sur les plans scientifique et économique l'importance de la biodiversité et de ses fonctions dans les écosystèmes.

Il faut prendre les mesures d'incitation qui conviennent — économiques, sociales et autres — pour encourager la préservation de la diversité biologique et l'utilisation durable des ressources biologiques, y compris favoriser les modes de production durable, tels les méthodes traditionnelles d'agriculture, d'agroforesterie, de foresterie, de gestion des zones de pacage et de la faune, qui exploitent, maintiennent ou augmentent la diversité biologique.

Il convient d'effectuer des recherches à long terme sur l'importance de la diversité biologique pour le fonctionnement des écosystèmes et sur le rôle des écosystèmes dans la production de biens, de services environnementaux et d'autres valeurs qui soutiennent le développement durable.

Il faudrait prendre des mesures pour préserver la diversité biologique : protéger in situ les écosystèmes et les habitats naturels, ainsi que les cultivars d'origine et les espèces sauvages qui leur sont apparentées, maintenir et rétablir dans leur milieu naturel les populations viables d'espèces et prendre des mesures ex situ, de préférence dans le pays d'origine. Les mesures in situ devraient comprendre le renforcement des réseaux de zones protégées terrestres, marines et aquatiques.

Il convient de favoriser la remise en état et la restauration des écosystèmes dégradés et le rétablissement des espèces menacées ou en voie de disparition, ainsi que l'établissement et le renforcement de systèmes nationaux d'inventaire, de réglementation ou de gestion et de contrôle des ressources biologiques, au niveau approprié.

Il convient de mettre en place des procédures appropriées d'évaluation des impacts environnementaux de projets susceptibles d'avoir des effets importants sur la diversité biologique, en assurant la grande diffusion des informations qui conviennent et la participation du public, le cas échéant, et d'encourager l'évaluation des impacts des politiques et programmes pertinents sur la diversité biologique.

Il convient de prendre des mesures pour mieux faire comprendre et apprécier la valeur de la diversité biologique, dans ses éléments et dans les services écosystémiques qu'elle fournit.

B-2 création de zones forestières protégées

Il faut créer, développer et aménager des réseaux de zones protégées dont des réseaux d'unités de conservation, compte tenu de leurs fonctions et valeurs écologiques, sociales et spirituelles, notamment en assurant la protection des forêts dans des systèmes écologiques et paysages représentatifs, la conservation de forêts vierges ou anciennes, la conservation et la gestion des espèces sauvages, la désignation, le cas échéant, de sites du patrimoine mondial en vertu de la Convention pour la protection du patrimoine mondial et, enfin, la conservation des habitats forestiers traditionnels des populations autochtones, des habitants des forêts et des collectivités locales.

Il faut maintenir la productivité et le couvert forestiers de façon écologiquement, économiquement et socialement rationnelle et assurer la protection d'exemples représentatifs et écologiquement viables de forêts, y compris des forêts vierges ou anciennes et des forêts à valeur culturelle, spirituelle, historique, religieuse et nationale, dans les politiques et législations nationales concernant la gestion, la conservation et l'exploitation durable des forêts.

Il faut créer, développer et aménager, en fonction du contexte de chaque pays, des aires protégées comprenant des systèmes d'unités de conservation, compte tenu de leurs fonctions

et de leurs valeurs écologique, sociale et spirituelle, notamment les habitats forestiers traditionnels des populations autochtones, des habitants des forêts et des collectivités locales.

B-3 déboisement

Dans le monde entier, les forêts ont été et sont menacées par les cas non maîtrisés de dégradation et de conversion à d'autres types d'utilisation des sols, sous la pression des besoins humains croissants; par l'expansion agricole; et par une mauvaise gestion nuisant à l'environnement, dont les manifestations sont notamment le manque de mesures adéquates contre les incendies de forêt et le braconnage, les coupes commerciales non viables, le surpâturage et le broutage non réglementé, les effets nocifs des polluants atmosphériques, les incitations économiques et mesures diverses prises par d'autres secteurs de l'économie. Le recul et la dégradation des forêts se fait sentir par l'érosion des sols, la réduction de la diversité biologique, la dégradation des habitats et des zones des bassins versants, la détérioration de la qualité de vie et la réduction des options de développement.

Les pays ont le droit souverain et inaliénable d'utiliser, de gérer et d'exploiter leurs forêts conformément à leurs besoins en matière de développement et à leur niveau de développement socioéconomique, ainsi qu'à des politiques nationales compatibles avec le développement durable et leur législation, y compris la conversion de zones forestières à d'autres usages dans le cadre du plan général de développement socioéconomique et sur la base de politiques rationnelles d'utilisation des terres.

Les donateurs devraient aider les pays en développement et ceux en transition à effectuer des études de cas sur les causes du déboisement et de la dégradation des forêts en se servant d'un cadre analytique global; à appliquer les connaissances traditionnelles dans le domaine des forêts à l'aménagement forestier durable; à appuyer les efforts locaux et nationaux pour remettre en état les terrains forestiers; à promouvoir la gestion durable et la régénération de la végétation naturelle dans les écosystèmes touchés par la désertification et la sécheresse.

B-4 boisement et reboisement

Les gouvernements et les groupes intéressés devraient prendre des mesures pour maintenir et augmenter le couvert végétal lorsque cela est faisable sur les plans écologique, social et économique, par le recours à la coopération technique et à d'autres formes d'appui en reverdissant les zones appropriées de montagne, les hauts plateaux, les terres dénudées, les terres agricoles dégradées, les terres arides et semi-arides et les zones côtières pour lutter contre la désertification et éviter les problèmes d'érosion et à d'autres fins de protection, ainsi que dans le cadre de programmes nationaux de remise en état des sols dégradés, y compris des activités forestières communautaires et sociales, l'agroforesterie et le pâturage en forêt, tout en tenant compte du rôle des forêts comme puits et réservoirs nationaux de carbone.

Il faut maintenir et accroître le couvert forestier et la productivité des forêts suivant des méthodes écologiquement, économiquement et socialement rationnelles, par le biais de la remise en état, du reboisement et du rétablissement d'arbres et de forêts sur des terres

improductives, dégradées et déboisées, en faisant participer les populations autochtones, les collectivités locales, les habitants des forêts et les propriétaires des forêts à leur protection et à leur gestion.

Le rôle des forêts plantées en tant que sources durables et écologiquement rationnelles d'énergie renouvelable et de matières premières industrielles devrait être reconnu, mis en relief et renforcé. Leur contribution au maintien des processus écologiques et à l'allègement des pressions exercées sur les forêts vierges ou anciennes, ainsi qu'à la promotion de l'emploi et du développement à l'échelon régional avec une participation appropriée des populations locales, devrait être reconnue et mise en relief.

Les efforts devraient être intensifiés en vue de rendre le monde plus vert. Tous les pays, en particulier les pays développés, devraient prendre des mesures positives et transparentes en vue du reboisement et du boisement.

Dans les régions sujettes à la sécheresse, il convient de réaliser des programmes accélérés de boisement et de reboisement au moyen d'espèces, autochtones surtout, qui poussent vite et résistent à la sécheresse, notamment des légumineuses, en conjonction avec des projets agroforestiers menés au niveau local. À cet égard, il faudrait envisager de créer des grands projets de reboisement et de boisement, en particulier par l'établissement de ceintures vertes, compte tenu des multiples avantages de telles mesures.

B-5 remise en état d'écosystèmes fragiles

Dans les régions qui ne sont pas encore ou qui sont peu touchées par la désertification, il faut veiller à la bonne gestion des forêts naturelles en vue de conserver la diversité biologique, de protéger les bassins versants, d'assurer leur production durable et leur développement agricole, et à d'autres fins, avec l'entière participation des populations autochtones. Il faut remettre en état les terres arides modérément ou gravement désertifiées afin d'en assurer l'utilisation productive et de maintenir leur productivité aux fins d'aménagements agropastoraux ou agroforestiers, par le biais de la conservation des sols et des ressources en eau.

Il faut augmenter le couvert végétal et soutenir la gestion des ressources biotiques dans les régions touchées par la désertification et la sécheresse ou vulnérables à celles-ci, notamment par des activités comme le boisement et le reboisement, l'agroforesterie et la foresterie et des projets de protection du couvert végétal à l'échelon local. Il faudrait intervenir suivant des méthodes écologiquement, économiquement et socialement rationnelles, par le biais de la remise en état, du reboisement et du rétablissement d'arbres et de forêts sur des terres improductives, dégradées et déboisées.

Il faut reconnaître le rôle vital que jouent les forêts dans le maintien de l'équilibre et des processus écologiques aux niveaux local, national, régional et mondial grâce à leur part dans la protection des écosystèmes fragiles.

B-6 piégeage et stockage du carbone

Les pays ont des besoins qui varient, selon le pays et avec le temps, en ce qui concerne la superficie et la nature de leurs forêts. Les forêts naturelles aménagées durablement et les plantations forestières, comme éléments d'une utilisation intégrée du territoire qui tient compte des facteurs environnementaux et socioéconomiques, jouent un rôle utile en fournissant un réservoir de carbone.

La coopération est nécessaire pour promouvoir la gestion durable et la préservation ou l'augmentation, le cas échéant, des puits et réservoirs de gaz à effet de serre, y compris la biomasse et les forêts, ainsi que d'autres écosystèmes terrestres, côtiers et marins.

B-7 atténuation des effets des changements climatiques

Il faut améliorer la connaissance des processus qui influencent l'atmosphère de la Terre et sont influencés par elle à l'échelle mondiale, régionale et locale, y compris entre autres les processus physiques, chimiques, géologiques, biologiques, océaniques, hydrologiques, économiques et sociaux.

Il faut promouvoir l'étude des processus naturels influençant l'atmosphère et influencés par elle, de même que des liens essentiels entre le développement durable et les changements atmosphériques, y compris les conséquences sur la santé de l'être humain, les écosystèmes, les secteurs économiques et la société. La coopération est nécessaire aux travaux de recherche afin de mettre au point des méthodes et d'identifier des niveaux limites pour les polluants atmosphériques ainsi que les niveaux atmosphériques des concentrations de gaz à effet de serre qui provoqueraient une dangereuse interférence anthropique avec le système climatique et l'environnement dans son ensemble, de même que les taux de changement associés qui ne permettraient pas aux écosystèmes de s'adapter naturellement.

Il faut promouvoir le renforcement des capacités scientifiques et l'échange des informations scientifiques, et y contribuer, faciliter la participation et la formation de spécialistes et de techniciens, des pays en développement en particulier, pour ce qui est notamment de faire de la recherche, de rassembler, recueillir et évaluer les données et d'observer systématiquement l'atmosphère.

Il faut mieux comprendre les conséquences économiques et sociales des changements atmosphériques et des mesures d'atténuation et d'intervention face à ces changements.

B-8 conservation des sols et des ressources en eau

Il faut reconnaître le rôle vital des forêts dans le maintien de l'équilibre et des processus écologiques aux niveaux local, national, régional et mondial grâce à leur part dans la protection des bassins versants et des ressources en eau douce et en sols.

Il faut reverdir les zones appropriées de montagne, les hauts plateaux, les terres dénudées, les terres agricoles dégradées, les terres arides et semi-arides et les zones côtières pour lutter contre la désertification et éviter les problèmes d'érosion. Il faut appliquer d'urgence des mesures de prévention directe dans les terres arides qui, quoique non encore touchées, sont sujettes à la désertification ou dans celles qui ne sont que légèrement désertifiées, en introduisant une meilleure gestion des sols et des ressources en eau.

Il faut promouvoir de meilleurs systèmes de gestion des sols, des ressources en eau et des cultures pour faciliter la lutte contre la salure des terres de culture irriguées existantes. Il faut stabiliser les terres de culture sans irrigation et mettre en pratique de meilleurs systèmes de gestion des sols et cultures. Dans de nombreuses régions, les plantations d'arbres à croissance rapide ont eu de bons résultats, et rentables, pour la protection des sols.

Il faut organiser la planification et la gestion appropriées de l'utilisation des terres aussi bien pour les terres arables que non arables dans les zones de bassins hydrographiques montagneux afin d'empêcher l'érosion des sols, d'accroître la production de la biomasse et de maintenir l'équilibre écologique.

B-9 impact des industries autres que forestières

Il faut estimer les incidences des activités affectant l'évolution des forêts et les propositions de protection en fonction de variables clés, telles que les objectifs de développement, les avantages et les coûts, la contribution des forêts à d'autres secteurs, le bien-être collectif, l'environnement et la diversité biologique et leurs incidences aux niveaux local, régional et mondial.

Il est souhaitable que des études d'impact sur l'environnement soient réalisées lorsque les mesures risquent d'avoir de graves conséquences sur des ressources forestières importantes.

Les forêts ont besoin d'être mieux protégées contre les polluants et l'introduction non réglementée d'espèces animales et végétales exotiques.

Les pays et les organismes internationaux pertinents concernés par les forêts et le commerce devraient étudier des moyens d'établir l'internalisation du coût complet des produits du bois et des produits de remplacement.

B-10 impact de la pollution

Conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommage à l'environnement dans d'autres États ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale.

Il faut limiter les effets nuisibles des polluants, en particulier des polluants atmosphériques, y compris ceux qui sont à l'origine de dépôts acides, nuisibles à la santé des écosystèmes forestiers aux échelons local, national, régional et mondial, de façon à permettre à ces écosystèmes de conserver entièrement leurs multiples valeurs. La pollution atmosphérique affecte la santé des forêts dans de nombreuses régions du monde, et des approches préventives sont nécessaires. La planification et la gestion des forêts devraient tenir compte de l'impact que pourraient avoir sur la santé des forêts les apports de nutriments et de polluants atmosphériques, combinés avec d'autres processus comme les effets naturels du climat et de la lixiviation.

Il faut poursuivre la surveillance et l'évaluation des effets de la pollution atmosphérique sur la santé des forêts partout où ces effets ont été constatés et s'informer sur la façon dont les pays concernés ont abordé ces problèmes.

Les gouvernements, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les organismes de développement international devraient promouvoir des politiques ou programmes rentables pour réduire au minimum la pollution industrielle et ses effets nocifs sur l'atmosphère et favoriser des techniques et procédés industriels moins polluants et plus efficaces. Les pays doivent prévoir dans leurs stratégies nationales de développement durable la réduction préventive de la pollution atmosphérique dommageable, qui peut comprendre la pollution transfrontière à distance, et conclure des accords internationaux, le cas échéant, pour réduire cette dernière.

Il faut de nouvelles données sur l'impact de la pollution transfrontière. Par conséquent, il faut faciliter la formation et la mise en commun des informations et des expériences nationales et/ou régionales sur l'impact de la pollution, y compris l'échange intensifié d'informations entre tous les intéressés sur la sûreté, l'utilisation et l'émission de substances chimiques. Les gouvernements et les organisations internationales compétentes, en coopération avec l'industrie, devraient renforcer les institutions nationales responsables de l'échange d'informations et promouvoir la création de centres nationaux là où ils n'existent pas.

Les gouvernements et les entreprises commerciales et industrielles, y compris les sociétés transnationales, devraient chercher à mieux utiliser les ressources, notamment en augmentant la réutilisation et le recyclage des résidus, et réduire la quantité de déchets rejetés par unités de production économique. Ils devraient aussi augmenter la recherche-développement axée sur des techniques écologiquement rationnelles et des systèmes de gestion de l'environnement et veiller à la gestion responsable et éthique des produits et procédés du point de vue de la santé, de la sécurité et de l'environnement. Les entreprises commerciales et industrielles devraient s'autoréglementer davantage, guidées par les codes, chartes et initiatives appropriés intégrés dans la planification et les décisions d'entreprise et promouvoir l'ouverture et le dialogue avec les employés et le public.

C. Questions d'aménagement forestier

C-1 protection des forêts contre les incendies

Les incendies de forêt continuent de ravager certains écosystèmes forestiers, en particulier dans les pays subsahariens et dans les pays du pourtour méditerranéen qui ont des forêts de zone sèche, même s'il est vrai que ces incendies ont parfois dans d'autres régions des effets bénéfiques sur la vitalité et la régénération des écosystèmes forestiers.

Il faut prendre les mesures appropriées pour protéger les forêts contre les effets nuisibles des incendies de forêt, afin de préserver leurs valeurs multiples. Les gouvernements, avec la participation du secteur privé, des organisations non gouvernementales, des groupes communautaires locaux, des populations autochtones, des femmes, des services gouvernementaux à l'échelon local et du grand public, devraient aider à maintenir et à étendre le couvert végétal lorsque cela est faisable sur les plans écologique, social et économique, en protégeant mieux les forêts contre le feu.

C-2 protection des forêts contre les insectes et les maladies

Il faut prendre des mesures appropriées pour protéger les forêts contre les effets nuisibles des ravageurs et des maladies, afin de préserver leurs valeurs multiples.

Les gouvernements, avec la participation du secteur privé, des organisations non gouvernementales, des groupes communautaires locaux, des populations autochtones, des femmes, des services locaux de l'administration et du grand public, devraient agir pour maintenir et étendre le couvert végétal lorsque faisable sur les plans écologique, social et économique, en protégeant mieux les forêts contre les insectes et les maladies.

C-3 produits non ligneux et services

Les ressources et les terres forestières doivent être gérées d'une façon écologiquement viable afin de répondre aux besoins sociaux, économiques, écologiques, culturels et spirituels des générations actuelles et futures, notamment en matière de produits et services forestiers tels que le bois et les produits à base de bois, l'eau, les produits alimentaires et fourragers, les plantes médicinales, le combustible, les matériaux de construction, l'emploi, les loisirs, les habitats de la faune et de la flore, la diversité des paysages, les réservoirs et puits de carbone et d'autres produits forestiers.

Les produits non ligneux et les services doivent acquérir une plus grande visibilité économique. La part économique véritable des divers services forestiers, comme l'écotourisme et les loisirs, devrait être prise en compte dans la planification et l'aménagement des forêts. Les organismes nationaux doivent effectuer la recherche-développement portant

Il faut promouvoir et populariser les produits forestiers non ligneux et autres ressources forestières, outre le bois de feu (p. ex., plantes médicinales, teintures, fibres, gommés, résines, fourrages, rotin, bambou, produits culturels) par des programmes et des activités de foresterie sociale et de foresterie participative, y compris la recherche sur la transformation et les utilisations des produits.

Il convient de promouvoir et d'appuyer les possibilités de gestion de la faune, d'écotourisme et de culture de plantes sauvages comme sources d'amélioration du revenu et de l'emploi ruraux. Les activités écologiquement rationnelles de loisirs et de tourisme promettent beaucoup, selon la Déclaration de La Haye sur le tourisme (1989) et les programmes actuels de l'Organisation mondiale du tourisme et du PNUE. Il faut faire bon usage des musées, des sites du patrimoine, des zoos, des jardins botaniques, des parcs nationaux et d'autres zones protégées.

Il faudrait traiter dans une perspective globale les questions de commerce et d'environnement se rapportant aux produits et services forestiers, mais on ne possède pas suffisamment d'indications sur le commerce intérieur et international des produits forestiers non ligneux et des services forestiers. Il faudra davantage d'études et de données pour combler ces lacunes. Il faut des politiques et réglementations qui visent à créer un environnement stimulant pour le secteur privé, national et étranger, et pour les investissements des collectivités locales en ce qui concerne les industries des produits forestiers non ligneux. Les mesures qui faussent le jeu du marché, les subventions et les prix relatifs, notamment ceux des produits agricoles, ainsi que la sous-évaluation des produits forestiers ligneux et non ligneux peuvent avoir des conséquences directes sur la gestion, la conservation et le développement durable de tous les types de forêts.

C-4 connaissances traditionnelles dans le domaine des forêts

Les connaissances traditionnelles dans le domaine des forêts peuvent donner une base solide à la gestion durable des forêts, et les programmes forestiers nationaux devraient tirer parti de leurs contributions potentielles aux actions entreprises. Ces connaissances constituent une mine de savoirs et d'expériences utiles à l'aménagement durable des forêts. Il est reconnu qu'aux niveaux international et national, on commence seulement à trouver des moyens de protéger efficacement et d'utiliser les connaissances traditionnelles et à étudier les rapports entre ces connaissances et l'aménagement forestier durable. Ce sont des rapports complexes et chevauchants, qui mettent en jeu les sciences, la culture, la tradition et l'environnement.

Certaines collectivités dont le mode de vie durable est fondé sur les connaissances traditionnelles dans le domaine des forêts ont été mises en péril par le recul accéléré des forêts qu'ont amené l'évolution de la technologie et les pressions économiques, en l'absence de mesures adéquates de conservation et de gestion durable. En conséquence, il faut faciliter le maintien et la promotion des techniques autochtones écologiquement rationnelles qui ont pu être négligées ou remplacées.

Les capacités autochtones et les connaissances locales appropriées en matière de conservation

et d'exploitation écologiquement viable des forêts devraient, grâce à un appui institutionnel et financier et en collaboration avec les populations des collectivités locales intéressées, être reconnues. Les avantages découlant de l'utilisation des connaissances locales devraient en conséquence être équitablement répartis entre ces populations.

C-5 approvisionnement en bois de feu

Dans les pays en développement, le bois est et continuera d'être utilisé principalement comme combustible, et il faudrait reconnaître que tous les types de forêts apportent une réponse importante aux besoins énergétiques en tant que source renouvelable de bioénergie.

Les demandes de bois de feu pour des usages domestiques et industriels peuvent être satisfaites grâce à une gestion écologiquement viable des forêts, ainsi qu'au boisement et au reboisement. Les plantations d'essences tant autochtones qu'allogènes peuvent beaucoup contribuer à l'approvisionnement en bois de feu.

Il faut promouvoir la recherche, le développement, le transfert et l'utilisation des techniques et méthodes relatives à des systèmes d'énergie écologiquement rationnels, y compris les systèmes nouveaux et renouvelables, en accordant une attention particulière aux pays en développement.

Il faut revoir les approvisionnements énergétiques actuels pour déterminer comment la contribution des systèmes énergétiques écologiquement rationnels, en particulier des systèmes nouveaux et renouvelables, pourrait être augmentée de façon rentable, en tenant compte des caractéristiques sociales, physiques, économiques et politiques propres à chaque pays et en examinant et en intervenant, le cas échéant, pour surmonter tout obstacle à la mise au point et à l'utilisation de ces systèmes.

Il faut améliorer la gestion des ressources forestières, y compris du bois de feu, et réduire la consommation de celui-ci par le biais d'une utilisation, d'une conservation, du développement et de l'utilisation plus efficaces d'autres sources d'énergie, y compris les sources d'énergie de remplacement. De la même façon, il faut promouvoir largement les utilisations durables et efficaces des forêts et des arbres pour répondre aux besoins de bois de feu et d'autres besoins énergétiques.

C-6 plantations et essences exotiques

On exhorte les pays développés à faible couvert forestier à prendre des mesures positives et transparentes pour promouvoir le reboisement, le boisement et la conservation des forêts, et les autres pays développés à aider les pays en développement et les pays à économie en transition à étendre leur couvert forestier en leur fournissant des ressources financières et des technologies appropriées. Les pays devraient développer ou renforcer en priorité un plan directeur et/ou national touchant les forêts plantées, en tenant compte de l'aspect économique de l'aménagement de ces forêts, et en misant sur les essences autochtones.

Il faut planifier et gérer des plantations forestières, où cela convient, de façon à accroître la production et la fourniture de biens et services, en tenant compte de toutes les considérations pertinentes d'ordre social, culturel, économique et écologique dans le choix des essences, des zones à planter et des systèmes de sylviculture, en préférant les essences locales et en prenant soin d'éviter de remplacer des écosystèmes naturels présentant une haute valeur écologique et culturelle par des plantations, surtout des monocultures.

Les forêts, qu'elles soient naturelles ou plantées, aident à répondre aux besoins de produits, biens et services forestiers tout en contribuant à préserver la diversité biologique et à fixer un volume plus important de carbone. Les coûts, les avantages et les inconvénients de différents modes de gestion forestière, notamment des plantations, doivent être évalués en fonction de divers contextes sociaux, culturels, économiques et écologiques. On devrait reconnaître le rôle des forêts plantées en tant qu'élément important de la gestion durable des forêts et que complément des forêts naturelles.

Les plantations d'essences tant autochtones qu'allogènes peuvent être des sources importantes d'approvisionnement en bois de feu ou en bois à usage industriel.

Il faut développer des forêts plantées industrielles et non industrielles de façon à appuyer et à promouvoir des programmes nationaux de boisement, reboisement et régénération qui sont écologiquement rationnels dans des sites appropriés, y compris l'amélioration des forêts déjà plantées à des fins industrielles, non industrielles et commerciales pour qu'elles répondent davantage aux besoins humains et pour alléger les pressions exercées sur les forêts vierges ou anciennes. Il faut prendre soin d'assurer des rendements intermédiaires et d'améliorer le taux de rendement des investissements effectués dans les forêts plantées, par la mise en place de plantations intercalaires ou de plantations en sous-étage qui sont des plus utiles dans le domaine.

C-7 méthodes de récolte

Il faut assurer la gestion durable de tous les écosystèmes et les terrains boisés, en améliorant la planification et la gestion des opérations sylvicoles, et en les mettant en oeuvre, notamment en dressant des inventaires et en effectuant les recherches utiles ainsi qu'en remettant en état les forêts naturelles dégradées pour en restaurer la productivité et les apports environnementaux.

Il faudrait employer et améliorer les méthodes de récolte forestière qui sont écologiquement rationnelles et économiquement viables, y compris par la planification et la gestion, l'emploi du matériel, du stockage et du transport de façon à réduire les résidus, à en maximiser l'utilisation et à valoriser les produits forestiers ligneux et non ligneux.

Il faut revoir les priorités en matière du transfert de technologie et du renforcement des capacités touchant l'emploi des techniques écologiquement rationnelles de récolte forestière.

D. Questions économiques

D-1 industries des forêts et des produits forestiers

Il faut développer, étendre ou améliorer l'efficacité des industries de transformation axées sur les ressources forestières ligneuses et non ligneuses en s'attachant à des aspects comme des techniques efficaces de conversion et une utilisation plus durable des résidus de récolte et de transformation, en faisant la promotion d'essences sous-utilisées dans les forêts naturelles, au moyen de la recherche, en favorisant la transformation secondaire à valeur ajoutée pour augmenter l'emploi et le revenu ainsi que la valeur retenue et en favorisant/améliorant les marchés et le commerce des produits forestiers par la voie d'institutions, de politiques et d'installations appropriées. Il faut appuyer les efforts en vue de recueillir plus d'informations et de mener plus d'études de marché et d'études économiques indépendantes sur la concurrence possible entre le bois et les produits de substitution non ligneux, en analysant les coûts et les avantages, y compris tout effet de la substitution et l'impact sur l'aménagement, la conservation et l'exploitation durable de tous les types de forêt.

Il faut aider les pays en développement, conformément aux politiques et programmes de gestion durable des forêts, à accroître la productivité et la rentabilité des industries de transformation en aval et encourager, le cas échéant, les activités communautaires de transformation et de commercialisation du bois et des autres produits forestiers. Pour ce qui est des essences forestières moins connues, il convient d'en promouvoir davantage l'utilisation dans les marchés intérieurs et internationaux, d'appliquer des politiques en ce sens et de transférer et d'adapter les techniques pour en augmenter l'utilisation durable.

Les pays devraient évaluer les tendances à long terme de l'offre et de la demande de bois et envisager de prendre les mesures voulues pour que l'offre et les moyens dont ils disposent pour répondre à la demande augmentent, compte tenu du principe de la durabilité, l'accent étant mis sur les investissements dans la gestion forestière durable et le renforcement des institutions de gestion des ressources et plantations forestières.

Les pays en développement doivent favoriser les politiques et réglementations visant à créer un contexte propre à attirer le secteur privé en faveur de l'aménagement forestier durable et des industries forestières écologiquement rationnelles. Les pays en développement devraient adopter les politiques qui suivent à l'égard des produits, selon les principes d'efficience du marché : augmenter la transformation et la distribution et améliorer les méthodes de marketing et la compétitivité; diversifier de façon à réduire la dépendance à l'égard des exportations; rendre compte de l'utilisation efficace et durable des facteurs de production dans la fixation des prix, en englobant les coûts environnementaux et sociaux et ceux des ressources.

Conformément aux priorités nationales en matière d'environnement et de développement socioéconomique, il convient d'évaluer et de favoriser des politiques ou programmes rentables, y compris des mesures administratives, sociales et économiques, afin d'encourager l'aménagement écologiquement rationnel du territoire et d'appliquer les politiques et programmes qui décourageront un aménagement inapproprié et polluant.

Il faut favoriser l'utilisation efficace, rationnelle et durable de tous les types de forêts et de végétation, y compris l'utilisation de terres apparentées et de ressources forestières, en développant des industries efficaces de transformation axées sur la forêt, la transformation secondaire à valeur ajoutée et le commerce des produits forestiers, sur la base de ressources

forestières durablement gérées et conformément à des plans qui intègrent les ressources ligneuses et non ligneuses des forêts. Le gouvernement et les entreprises commerciales et industrielles, dont les sociétés transnationales, devraient chercher à assurer une meilleure utilisation des ressources, notamment par la réutilisation et le recyclage des résidus et à réduire la quantité de résidus rejetés par unité de production économique.

Il faut soutenir le concept de gestion rationnelle en ce qui concerne l'exploitation et l'utilisation des ressources naturelles par les entrepreneurs et augmenter le nombre d'entrepreneurs qui souscrivent à des politiques de développement durable et les appliquent.

D-2 commerce international

Il devrait y avoir un commerce ouvert et libre des produits forestiers, fondé sur des règles et procédures non discriminatoires et multilatéralement acceptées, compatibles avec le droit et les pratiques commerciales internationales. La communauté internationale devrait arrêter et inverser le protectionnisme pour stimuler la libéralisation et l'essor du commerce mondial, dans l'intérêt de tous les pays, en particulier des pays en développement; assurer un régime d'échanges internationaux équitable, sûr, non discriminatoire et prévisible; faciliter, en temps opportun, la participation de tous les pays à l'économie mondiale et au régime d'échanges internationaux; veiller à ce que les politiques d'environnement et de commerce s'appuient mutuellement, en vue de parvenir à un développement durable, et renforcer le système des politiques commerciales internationales grâce à un résultat rapide, équilibré et positif des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay.

Il faudra traiter dans une perspective globale les questions de commerce et d'environnement se rapportant aux produits et services forestiers en reconnaissant, toutefois, qu'on ne possède pas suffisamment d'indications sur le commerce intérieur et international des produits forestiers autres que le bois et des services forestiers. Il faudra davantage d'études et de données pour combler ces lacunes. Les pays et les organismes internationaux devraient étudier l'éventail des impacts environnementaux, sociaux et économiques des mesures commerciales qui touchent les produits et services forestiers. Les organismes internationaux et nationaux doivent augmenter leurs travaux sur la transparence du marché touchant le commerce des produits et services forestiers, et inclure la création éventuelle d'une base de données générale. De plus, il faut évaluer et partager les informations sur la nature et l'étendue du commerce illicite des produits forestiers et envisager des mesures pour l'empêcher.

Il faut établir une démarche suivie de recherche du consensus, notamment jauger le besoin possible d'accords de commerce internationaux particuliers, touchant les produits forestiers et des codes de conduite librement consentis d'aménagement forestier durable pour faciliter et améliorer le commerce des produits forestiers dans certaines régions. Les pays devraient continuer d'étudier la possibilité d'un accord international sur le commerce des produits forestiers et d'autres initiatives de libéralisation du commerce sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce. Il faudrait faire plus pour harmoniser l'exploitation durable des forêts avec les besoins nationaux de développement et les politiques commerciales qui sont compatibles avec l'utilisation écologiquement rationnelle de ressources forestières, en

utilisant, par exemple, les Directives pour l'exploitation durable des forêts tropicales de l'Organisation internationale des bois tropicaux.

Parmi les diverses causes profondes de portée internationale de la déforestation et de la dégradation des forêts, on distinguera les pratiques discriminatoires dans le commerce international et celles qui faussent les courants d'échanges, qui pourraient influencer indirectement.

Les mesures qui faussent le jeu du marché, les subventions et les prix relatifs, notamment ceux des produits agricoles, ainsi que la sous-évaluation des produits forestiers ligneux et non ligneux peuvent avoir des conséquences directes sur la gestion, la conservation et le développement durable de tous les types de forêts.

Il est reconnu qu'il peut y avoir une relation positive entre le commerce des produits et services forestiers et l'aménagement forestier durable. Il est important de promouvoir cet aménagement, en adoptant des politiques de commerce et d'environnement qui s'appuient mutuellement et en évitant notamment les politiques qui nuisent à l'aménagement, à la conservation et à l'exploitation durable des forêts.

Pour que les pays en développement profitent de la libéralisation des échanges, ils devraient créer un contexte intérieur propice à l'équilibre optimal entre la production destinée au marché national et celle pour l'exportation, éliminer les biais contre les exportations, décourager le remplacement des importations par une production intérieure inefficace et promouvoir le cadre directif et les infrastructures nécessaires pour accroître l'efficacité du commerce extérieur ainsi que le fonctionnement des marchés intérieurs.

Il faut instaurer un climat économique international favorable à une exploitation écologiquement viable et rationnelle des forêts dans tous les pays, qui comporterait notamment la promotion de schémas viables de production et de consommation.

D-3 accès aux marchés

Tous les pays doivent éliminer ou éviter les mesures unilatérales, incompatibles avec les obligations internationales ou accords internationaux, qui visent à restreindre et/ou à bannir le commerce international du bois d'œuvre et d'autres produits forestiers. La réduction ou la suppression des barrières et obstacles tarifaires à l'octroi d'un meilleur accès aux marchés et de meilleurs prix pour les produits forestiers à valeur ajoutée plus élevée et leur transformation locale devraient être encouragés, de manière à permettre aux pays producteurs de mieux conserver et gérer leurs ressources forestières renouvelables.

Il faut prendre des mesures pour améliorer l'accès aux marchés des produits et services forestiers, y compris réduire les obstacles non tarifaires au commerce, conformément aux obligations et engagements internationaux, et dans ce contexte promouvoir un rapport d'appui mutuel entre l'environnement et le commerce des produits et services forestiers, et éviter les conflits entre les mesures qui touchent ce commerce et les obligations internationales, de sorte que les préoccupations environnementales ne débouchent pas sur des obstacles déguisés au commerce.

Il faut encourager les efforts du secteur privé en vue de formuler et de faire appliquer les codes de conduite librement consentis en faveur de l'aménagement forestier durable, de façon à améliorer le commerce des produits forestiers. Il faut aussi veiller à ce que les politiques de commerce extérieur tiennent compte des droits des collectivités, le cas échéant.

Il faudrait étudier les possibilités de favoriser l'aménagement, la conservation et l'exploitation durable de tous les types de forêts et le commerce des produits forestiers dans le contexte d'un instrument international global et juridiquement contraignant portant sur tous les types de forêts.

D-4 certification

Il faut relativiser, sur le plan international, les questions de la certification de la gestion forestière et de la labellisation des produits forestiers. Jusqu'à présent, ces mécanismes ne concernent encore qu'une petite partie des forêts de la planète et une faible proportion des produits forestiers qui passent par le circuit des échanges mondiaux. On n'a pas assez d'éléments d'appréciation et relativement peu de données d'expérience concrètes au niveau mondial. Il est donc encore trop tôt pour déterminer objectivement dans quelle mesure ces mécanismes peuvent favoriser une gestion forestière durable.

La certification et la labellisation librement consenties sont un bon moyen, parmi d'autres, de favoriser une gestion durable des forêts. Étant donné que les mécanismes en la matière risquent de se multiplier rapidement, il importe de promouvoir la comparabilité et d'éviter les doubles emplois entre les divers systèmes volontaires de certification et de labellisation.

L'État a un rôle capital à jouer dans une gestion forestière durable. Toutefois, étant donné que la certification a jusqu'à présent été laissée à l'initiative privée, il faut préciser les différentes conceptions du rôle que l'État et les organismes intergouvernementaux peuvent jouer dans l'établissement et la réglementation des systèmes de certification. Il faut alors établir pour l'État une distinction entre son rôle d'organe de réglementation, de promoteur de l'intérêt général ou, dans certains pays, de propriétaire de forêts.

Comme pour d'autres initiatives d'aménagement forestier durable, l'État a cependant un rôle à jouer en encourageant la transparence, la participation sans réserve des parties intéressées, l'absence de discrimination et le libre accès aux systèmes de certification librement consentie.

À l'échelon international, on devrait faire en sorte que les systèmes de certification et de labellisation qui sont ou seront établis ne comportent pas de restrictions constituant une discrimination arbitraire ou injustifiée à l'égard de telle ou telle catégorie de forêt ou de produits forestiers ou de tel ou tel type de gestion ou de régime de propriété des forêts. Ces systèmes ne devraient pas constituer une forme de protectionniste déguisée ni être contraires aux obligations internationales. Il faudrait encourager le secteur privé, en consultation avec les intéressés, à formuler et appliquer des codes de conduite librement consentis tendant à promouvoir la gestion durable des forêts à l'intention des propriétaires de forêts, des exploitants forestiers et des investisseurs internationaux de façon à améliorer le commerce des produits forestiers et à faire en sorte qu'il soit tenu compte des droits des collectivités dans les

Les pays et les organisations internationales devraient envisager les relations pouvant se renforcer mutuellement entre une gestion durable des forêts, le commerce et la certification et la labellisation librement consenties conformément aux réglementations nationales pertinentes.

Les pays développés et les organisations internationales peuvent aider, notamment par une assistance technique et financière, les pays en développement à renforcer leurs capacités en matière d'évaluation pour ce qui est de la certification et de la labellisation librement consenties.

Il convient d'approfondir l'étude de divers aspects des systèmes de certification et de labellisation librement consentis, notamment : une promotion plus efficace de la gestion forestière durable; les relations entre cadres de critères et indicateurs et certification; les questions liées aux systèmes de certification et de labellisation et le rôle des pouvoirs publics; les besoins propres aux collectivités locales, aux autres populations tributaires des forêts et aux petits propriétaires forestiers; la nécessité d'observer des expériences de certification concrètes; l'élaboration d'une terminologie cohérente; l'effet de ces systèmes sur la compétitivité relative des biens et services forestiers.

Les pays et les organisations internationales intéressées s'occupant du commerce de produits forestiers sont incités à relativiser les tendances actuelles concernant la certification et à favoriser les comparabilités, tout en évitant les doubles emplois entre les différents systèmes de certification et de labellisation librement consentis.

Les pays et les organismes intéressés devraient organiser et appuyer l'échange d'informations et de données d'expérience sur les systèmes de certification et de labellisation dans les instances appropriées, afin d'assurer la transparence à tous les niveaux.

D-5 offre / demande

Les politiques et programmes nationaux devraient tenir compte, le cas échéant, des relations entre la conservation, la gestion et l'exploitation écologiquement viable des forêts et tous les aspects relatifs à la production, à la consommation, au recyclage et/ou à l'affectation finale des produits forestiers. Des efforts devraient être faits pour instaurer un climat économique international favorable à l'exploitation écologiquement viable et rationnelle des forêts dans tous les pays, qui comporterait notamment la promotion de schémas viables de production et de consommation, l'élimination de la pauvreté et le renforcement de la sécurité alimentaire.

Au cours des années à venir, les gouvernements devraient s'efforcer d'atteindre les grands objectifs ci-après : promouvoir l'efficacité des procédés de fabrication et réduire les gaspillages liés à la croissance économique, compte tenu des besoins de développement des pays en développement; mettre en place un plan directeur au niveau des pays, qui encouragerait l'évolution vers des schémas de production et de consommation plus viables; renforcer à la fois les valeurs encourageant l'adoption de schémas de production et de consommation viables et les politiques favorisant le transfert de technologies écologiquement rationnelles vers les pays en développement.

Il faut évaluer les tendances à long terme de leur offre et de leur demande de bois et envisager de prendre les mesures voulues afin que l'offre et les moyens dont ils disposent pour répondre à la demande augmentent, compte tenu du principe de la durabilité, l'accent étant mis sur les investissements dans la gestion forestière durable et le renforcement des institutions de gestion des ressources forestières et des plantations forestières.

La gravité des problèmes que les pays à faible couvert forestier, qu'ils soient développés ou en développement, rencontrent pour satisfaire leurs besoins en produits et services forestiers a été reconnue. En outre, il est admis que, pour des raisons économiques, le problème est beaucoup plus grave dans les pays en développement que dans les pays développés. Il est probable que, dans la catégorie des pays à faible couvert forestier, les besoins des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire sont différents de ceux des pays à revenu élevé. Il convient donc de prévoir dans chaque cas des mesures différentes.

L'importance de l'évolution à long terme des schémas de consommation et de production dans les différentes régions du monde et de leurs effets positifs et négatifs sur la gestion forestière durable est reconnue. On peut prévoir à long terme une augmentation progressive de la demande de produits et services forestiers et une diminution des espaces forestiers propres à la production. Les incidences de ces phénomènes devraient être examinées à la lumière des travaux entrepris par la Commission du développement durable et d'autres initiatives pertinentes relatives à l'offre et à la demande à long terme de produits et services forestiers.

S'agissant des produits de base, les pays en développement devraient, en préservant la productivité du marché, adopter les politiques suivantes : développer les activités de transformation et la distribution, améliorer les méthodes de commercialisation et rendre le secteur des produits de base plus compétitif, diversifier l'économie pour la rendre moins tributaire des exportations de produits de base; faire en sorte que les prix des produits de base traduisent une utilisation efficiente et durable des facteurs de production et reflètent également le coût de cette production du point de vue de l'environnement et des ressources et sur le plan social.

D-6 consommation

Il est admis que les modes de production et de consommation ont de fortes incidences sur les conditions d'accès et d'utilisation des produits et services forestiers dans tous les pays. En outre, l'importance de l'évolution à long terme des schémas de consommation dans différentes parties du monde et de leurs effets positifs et négatifs sur la gestion forestière durable est reconnue. On peut prévoir à long terme une augmentation progressive de la demande de produits et services forestiers et une diminution des espaces forestiers propres à la production.

Les pays devraient en principe poursuivre les objectifs de base ci-après dans les efforts qu'ils font pour traiter la question de la consommation et des modes de vie dans le contexte de l'environnement et du développement : tous les pays devraient s'efforcer de promouvoir des modes de consommation durables; les pays développés devraient être les premiers à établir des schémas de consommation soutenables à terme; les pays en développement devraient

s'efforcer de mettre en place des schémas de consommation rationnels dans le cadre de leur processus de développement, garantissant la satisfaction des besoins essentiels des groupes les plus défavorisés, tout en évitant les schémas insoutenables à terme - en particulier ceux établis par les pays industrialisés -, dont on reconnaît en général qu'ils sont par trop écologiquement dangereux, inefficients et peu économiques. Cela exigera de la part des pays industrialisés la fourniture d'apports techniques et autres plus importants.

Tous les pays sont encouragés à promouvoir des schémas de consommation et de production de nature à réduire l'agression environnementale et à répondre aux besoins essentiels de l'humanité, ainsi qu'à mieux comprendre le rôle de la consommation et les moyens de rationaliser davantage les modes de consommation.

Les gouvernements jouent également un rôle dans la consommation, notamment dans les pays où le secteur public représente une part importante de l'économie, et peuvent exercer une influence considérable tant sur les décisions des entreprises que sur les perceptions du public. Ils devraient donc réexaminer les politiques d'achat de fournitures de leurs organismes et départements afin d'améliorer, si possible, l'élément environnement de leurs procédures d'acquisition, sans préjudice des principes du commerce international.

Les gouvernements et les organisations du secteur privé devraient encourager l'adoption d'attitudes plus positives à l'égard des modes de consommation rationnels par le biais de programmes d'éducation et de sensibilisation du public et d'autres moyens comme la publicité positive pour des produits et services utilisant des technologies écologiquement rationnelles ou encourageant des modes de production et de consommation soutenable à terme.

Il faut promouvoir l'utilisation efficace des matières et des ressources, compte tenu des cycles de vie des produits, afin de dégager les avantages économiques et environnementaux découlant de l'utilisation plus efficace des ressources et la diminution de la production de déchets.

Il faut développer les programmes visant à faire prendre conscience aux femmes du poids qu'elles représentent en tant que consommatrices et à augmenter leur participation aux décisions, l'accent étant mis sur le rôle crucial qu'elles peuvent jouer en apportant les changements pour réduire ou éliminer les modes de consommation et de production insoutenable à terme, en particulier dans les pays industrialisés, le but étant de promouvoir les investissements dans des activités productrices écologiquement rationnelles et de favoriser un développement non préjudiciable à l'environnement et à la société.

D-7 instruments économiques / politiques fiscales / régimes fonciers

Les politiques de conservation et d'exploitation écologiquement viable des forêts devraient être intégrées aux politiques économiques et commerciales et autres politiques pertinentes. Dans le domaine financier, commercial ou industriel ainsi qu'en matière de transport ou dans d'autres domaines, les politiques et les pratiques qui peuvent conduire à une dégradation des forêts devraient être évitées. Il faudrait promouvoir les politiques appropriées axées sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable des forêts, y compris, le cas échéant, des incitations.

La communauté internationale doit trouver des solutions durables au problème de la dette des pays en développement, de façon à leur procurer les moyens voulus pour gérer et préserver tous les types de forêts et en assurer une exploitation durable. Il faudrait également explorer d'autres formes novatrices de financement, comme les échanges dette-nature liés aux forêts et d'autres programmes de réduction de la dette axés sur l'environnement. Les instruments reposant sur les mécanismes du marché, comme les taxes, droits et redevances, ainsi que les investissements publics nationaux pourraient dégager des ressources financières supplémentaires pour des activités relatives à la gestion durable et à la conservation des forêts. Une série d'options applicables à des situations nationales particulières méritent un examen plus approfondi. L'estimation de la valeur des ressources forestières et la création de marchés qui récompensent leur gestion durable favoriseraient la gestion, la conservation et l'exploitation durable de tous les types de forêts et créeraient les ressources publiques nécessaires.

En ce qui concerne la dette multilatérale, il est instamment demandé qu'une attention sérieuse soit accordée à la poursuite des travaux visant à trouver des solutions axées sur la croissance aux graves problèmes rencontrés par les pays en développement en matière de services de la dette, y compris les pays principalement endettés à l'égard de créanciers publics ou d'institutions financières multilatérales.

Les pays qui le peuvent sont encouragés à continuer d'élaborer et d'utiliser des instruments reposant sur les mécanismes du marché et d'autres outils économiques et incitations en vue d'augmenter les loyers et de mobiliser les ressources financières intérieures pour la gestion forestière durable et de réduire les coûts sociaux et l'impact négatif sur l'environnement, qui résultent de pratiques non fiables en matière de gestion des forêts et des sols.

Les gouvernements devraient définir et mettre en oeuvre une combinaison appropriée d'instruments économiques et de mesures normatives, regroupant par exemple des dispositions législatives et réglementaires et des normes, qui encourageront une production moins polluante, l'accent étant mis en particulier sur les petites et moyennes entreprises. Il conviendrait aussi d'encourager les initiatives privées volontaires.

Avec l'aide des organisations et des instituts de recherche privés oeuvrant à l'échelle régionale et internationale dans les domaines économique et écologique, il faudrait s'efforcer d'adapter les instruments économiques et les mécanismes du marché aux besoins particuliers des pays en développement et des pays en transition en leur fournissant un appui technique en matière d'application des instruments économiques et des mécanismes de marché.

Les instruments économiques et les incitations étant d'un usage encore récent, on devrait prévoir l'échange des données sur les expériences dans ce domaine entre les différents pays. À cet égard, les gouvernements devraient encourager l'utilisation des possibilités offertes en matière d'échange d'informations en vue de déterminer les applications réussies des instruments économiques.

Avec l'aide et l'appui des organisations, des universités et des instituts de recherche privés et internationaux compétents, les gouvernements devraient aussi encourager l'étude des applications réussies des instruments et des incitations économiques, et en particulier : l'utilité d'une redevance au profit de l'environnement, qui réponde aux besoins nationaux; les

conséquences des instruments et des incitations économiques pour la compétitivité et le commerce international et la nécessité d'envisager une coordination et une harmonisation à l'échelle internationale; les éventuelles incidences sociales et distributives de l'utilisation de certains instruments économiques.

La sécurité du régime foncier est une précondition essentielle à la gestion durable des forêts et des autres utilisations des terres. L'insécurité du régime foncier a entraîné de profondes conséquences sur le déboisement et la dégradation des forêts. Il faut formuler des politiques visant à assurer l'occupation des terres pour les collectivités locales et les populations autochtones, y compris des politiques, le cas échéant, tendant au partage juste et équitable des avantages des forêts. Les pays devraient créer et développer des mécanismes locaux, nationaux et intersectoriels chargés d'étudier les incidences du régime foncier (occupation des sols et propriété foncière) sur l'environnement et le développement. Il conviendrait d'accorder une attention toute particulière à la protection des droits de propriété des femmes et des groupes pastoraux et nomades vivant en zones rurales. Les politiques qui touchent au régime foncier à long terme et encouragent les collectivités locales à investir dans la gestion forestière durable pourraient mobiliser un financement important.

D-8 internalisation des coûts

Afin de permettre la conservation et l'exploitation écologiquement viable des forêts, il conviendrait d'encourager, à l'échelle nationale et internationale, l'intégration des coûts et bénéfices environnementaux aux forces et mécanismes du marché. Si les prix et les autres indicateurs économiques ne reflètent pas clairement, au niveau des producteurs et des consommateurs, les coûts pour l'environnement qu'entraînent la consommation d'énergie, de matériaux et de ressources naturelles et la production de déchets qui en découle, il est peu probable que des changements majeurs interviendront dans les schémas de consommation et de production à bref délai.

Les pays et les organisations internationales s'occupant des questions de foresterie et de commerce sont encouragés à examiner les moyens d'établir l'internalisation complète des coûts des produits à base de bois et des produits de substitution et à effectuer des analyses de marché et des études économiques de leurs effets sur le coût de la gestion et de l'exploitation des forêts et sur la gestion forestière durable. Ces analyses devraient aussi porter sur les coûts et les bénéfices attendus d'une industrie forestière qui serait plus efficace et durable à tous les niveaux.

L'internalisation complète des coûts peut être, à long terme, un moyen non négligeable de favoriser la gestion forestière durable. Sans cela, les coûts socio-économiques et écologiques risquent de ne pas être tous comptabilisés et de ne pas susciter de réaction sur le marché, lequel trouverait alors plus d'avantages dans les pratiques nuisibles à l'environnement que dans une gestion forestière durable. On ne s'entend pas encore sur les notions, définitions, modalités d'évaluation, techniques et données sur lesquelles s'appuyer pour comptabiliser les coûts écologiques dans la tarification. Le rapport aux produits de substitution, entre autres, pèsera sur la répartition des coûts et des bénéfices de l'internalisation des coûts et des instruments du marché. Il serait bon de confronter diverses constatations et expériences faites en ce qui concerne les coûts et les moyens d'intervention, de manière à faciliter le débat et

Reconnaissant que les pays établiront leurs priorités selon leurs besoins et leurs plans, politiques et programmes propres, il s'agit de faire, au cours des années à venir, des progrès notables dans la réalisation des trois objectifs fondamentaux : inclure le coût pour l'environnement dans les décisions des producteurs et des consommateurs, au lieu de considérer l'environnement comme un « bien gratuit » et de faire payer sa destruction à d'autres secteurs de la société, à d'autres pays ou aux générations futures; progresser de manière plus décisive vers la prise en compte des coûts sociaux et environnementaux dans les activités économiques, de façon que les prix reflètent réellement la relative rareté et la valeur absolue des ressources tout en décourageant la dégradation de l'environnement; introduire, chaque fois que nécessaire, les principes de la loi du marché dans la conception des instruments et politiques économiques destinés à favoriser le développement durable.

L'investissement dans le secteur forestier peut être encouragé par des codes de conduite non contraignants pour la gestion forestière durable, par un renforcement des réglementations nationales et de leurs mesures d'application, par l'internalisation complète des coûts dans la fixation des prix des ressources renouvelables et par diverses incitations. Les politiques et réglementations devraient être soigneusement évaluées avant d'être mises en oeuvre, de façon à éviter des retombées sociales et environnementales négatives et des dysfonctionnements du marché qui décourageraient les investisseurs.

D-9 maintien du potentiel de développement

Il faudrait gérer les ressources et les terres forestières de façon écologiquement rationnelle afin de répondre aux besoins sociaux, économiques, écologiques, culturels et spirituels des générations d'aujourd'hui et de demain. Il s'agit notamment de répondre aux besoins futurs en produits et services forestiers, comme le bois et les produits du bois, l'eau, l'alimentation de l'homme et du bétail, la médecine, les carburants, le logement, l'emploi, les loisirs, l'habitat des espèces sauvages, la diversité des paysages, les puits et réservoirs de carbone et les autres produits forestiers.

E. Questions sociales

E-1 emploi

Le rôle important des forêts naturelles et plantées et de l'industrie forestière en général pour ce qui est d'assurer l'emploi et le développement devrait être reconnu et valorisé.

Il faut favoriser le développement des petites entreprises forestières appropriées pour soutenir le développement rural et les entreprises locales. Il faut également encourager et appuyer la gestion de la faune sauvage et de l'écotourisme ainsi que l'élevage, pour améliorer le revenu et l'emploi ruraux et créer de la sorte des avantages économiques et sociaux sans nuire à l'environnement.

Il faudrait que les gouvernements, les milieux d'affaires et les industriels veillent à ce que les travailleurs et leurs syndicats soient à même de prendre une part active aux décisions qui impliquent l'élaboration, la mise en oeuvre et l'évaluation, à l'échelle nationale et internationale, des politiques et programmes relatifs à l'environnement et au développement - y compris la politique d'emploi, la stratégie industrielle, les programmes d'ajustement du marché du travail et les transferts de technologies. Les syndicats, les employeurs et les gouvernements devraient mener une action conjointe afin de garantir que la notion de développement durable soit appliquée de manière équitable.

Les pays devraient formuler et mettre en oeuvre des stratégies visant à créer des débouchés nouveaux sur le marché du travail et à assurer aux jeunes gens et aux jeunes filles la formation correspondante.

E-2 stabilité des collectivités forestières

L'apparition de techniques et de pressions économiques nouvelles, en l'absence de mesures adéquates de conservation et de gestion durable des forêts, a entraîné une perte accélérée des forêts, qui lèse gravement ou détruit des communautés dont les modes de vie se fondent sur ses connaissances traditionnelles.

Les gouvernements et la communauté internationale devraient examiner les problèmes entravant les efforts déployés en vue d'assurer la conservation et l'exploitation écologiquement viable des ressources forestières, qui résultent de l'absence d'autres options offertes aux collectivités locales, notamment aux populations les plus défavorisées des zones urbaines et rurales, qui sont économiquement et socialement tributaires des forêts et des ressources forestières.

Il faut formuler des politiques visant à assurer un partage juste et équitable des avantages tirés des forêts pour les collectivités locales et les populations autochtones.

Prendre les mesures nécessaires, en conformité avec la législation nationale, pour que soient respectés, gardés en mémoire, protégés et largement adoptés ailleurs les savoirs, innovations et pratiques qui constituent le mode de vie traditionnel des collectivités autochtones et locales et qui permettent de préserver la diversité biologique et d'exploiter durablement la biosphère, afin qu'il y ait une juste et équitable répartition des bénéfices en découlant, et promouvoir des dispositifs qui permettent de faire participer ces collectivités, y compris les femmes, à la conservation et à la gestion de l'écosystème.

Les pays développés et les organisations internationales compétentes doivent encourager, le cas échéant, les activités communautaires de transformation et de commercialisation du bois et des autres produits forestiers et appuyer les initiatives liées à la gestion des zones tampons et des zones de transition situées près des aires protégées.

Il faut doter les villages de la capacité nécessaire pour assumer leur propre développement et gérer eux-mêmes leurs terres sur une base équitable et écologiquement rationnelle ainsi que créer des organisations rurales qui s'occuperaient de la gestion des terres appartenant aux

Il faut améliorer les systèmes de production pour en accroître la productivité selon des programmes approuvés de conservation des ressources nationales et dans le cadre d'une approche intégrée du développement rural ainsi que promouvoir d'autres modes de subsistance pour réduire l'utilisation excessive des terres et fournir en même temps de nouvelles sources de revenu, en particulier à la population rurale, ce qui améliorerait son niveau de vie.

Les pays devraient promouvoir des politiques nationales qui inciteraient les habitants à utiliser et à transférer des techniques respectueuses de l'environnement et les pratiques de conservation, favoriser les activités génératrices de revenu écologiquement rationnelles et améliorer les infrastructures et les services sociaux, en particulier pour sauvegarder les moyens d'existence des collectivités locales et des populations autochtones.

E-3 participation

Il faut prendre en compte plusieurs éléments particuliers pendant l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes forestiers nationaux, notamment la nécessité des mécanismes participatifs appropriés qui fassent intervenir toutes les parties intéressées, la décentralisation et l'autonomisation des structures gouvernementales à l'échelon régional et local, la reconnaissance des droits coutumiers et traditionnels des populations autochtones, des collectivités locales, des habitants des forêts et des propriétaires forestiers ainsi que la mise en place de mécanismes efficaces de coordination et de règlement des différends. Il est essentiel que les populations autochtones, les habitants des forêts, les propriétaires forestiers et les collectivités locales participent largement à la prise des décisions importantes concernant la gestion des terres forestières domaniales se trouvant dans leur environnement immédiat, dans le contexte de la législation nationale.

Il est convenu que les populations autochtones et les autres populations dont le mode de vie traditionnel est tributaire des forêts doivent jouer un rôle important dans la mise en oeuvre d'une conception concertée de la gestion des forêts et des sols. À cet effet, il faut s'assurer le concours de tous les parties intéressées des secteurs public et privé et mettre l'accent sur la gestion communautaire des forêts, les systèmes d'utilisation des sols, la recherche, la formation et la vulgarisation, la formulation des critères et d'indicateurs et les règlements des différends.

Les pays, avec le concours d'organisations internationales, doivent appuyer les efforts nationaux, régionaux et internationaux propres à accroître la capacité des populations autochtones et des populations tributaires des forêts qui possèdent des connaissances traditionnelles ainsi que des propriétaires forestiers appropriés à participer à des accords tendant à appliquer les connaissances traditionnelles dans le domaine des forêts à la gestion forestière durable et à encourager les partenariats entre toutes les parties intéressées.

Les pays et les organisations internationales sont exhortés à renforcer et à développer davantage les partenariats et la collaboration entre les collectivités locales, les pouvoirs publics, les organisations non gouvernementales et les autres grands groupes afin de

promouvoir une gestion durable et la remise en état de la végétation naturelle dans les écosystèmes menacés par la désertification et la sécheresse.

Les gouvernements, dans le cadre de leurs législations respectives, et les organisations internationales, en consultation avec les pays, devraient envisager d'aider les populations autochtones, les collectivités locales, les habitants des forêts, les petits propriétaires forestiers et les collectivités tributaires de la forêt en finançant des projets de gestion forestière durable et des activités de renforcement des capacités et de diffusion de l'information ainsi qu'en encourageant les parties intéressées à participer directement à la planification des politiques forestières et aux débats sur cette question.

Il faut encourager la participation du secteur privé, des syndicats, des coopératives rurales, des collectivités locales, des populations autochtones, des jeunes, des femmes, des groupes d'utilisateurs et des organisations non gouvernementales aux activités relatives aux forêts, ainsi que leur accès à l'information et aux programmes de formation dans le cadre national.

E-4 sexe

Il faut davantage tenir compte de l'importance des ressources financières pour les moyens d'existence des femmes rurales des pays en développement ainsi qu'encourager la pleine participation des femmes à tous les aspects de la gestion, de la conservation et de l'exploitation durable des forêts. Il faut reconnaître et encourager les méthodes traditionnelles et les connaissances des femmes en ce qui concerne la conservation des ressources forestières et leur donner la possibilité de profiter des avantages économiques et commerciaux provenant de ces méthodes et connaissances traditionnelles.

Il faut accroître le rôle des femmes dans le secteur forestier en révisant les programmes matériels et pédagogiques liés aux forêts de sorte que les hommes comme les femmes puissent acquérir des connaissances différenciées selon le sexe et que le rôle des femmes soit mis en valeur, en formulant ou appliquant des politiques gouvernementales et des directives, stratégies et plans nationaux clairs en vue de promouvoir l'égalité dans tous les secteurs de la société, notamment la promotion du rôle des femmes en gestion forestière, en réévaluant les politiques et en établissant des plans en vue d'accroître la proportion des femmes décisionnaires, planificatrices, gestionnaires, scientifiques et conseillères techniques participant à la conception, à l'élaboration et à l'application de politiques et programmes en faveur de la gestion forestière durable, en renforçant et en autonomisant les organisations des femmes en faveur du développement durable, en allégeant la tâche des femmes et des fillettes à la maison et à l'extérieur, notamment en ce qui concerne les activités liées à la forêt comme le ramassage du bois de feu, en assurant aux femmes l'égalité des chances en matière d'emploi et une énumération équitable ainsi qu'en faisant prendre conscience aux femmes du poids qu'elles représentent en tant que consommatrices et en promouvant leur participation active lorsqu'il s'agit d'apporter des changements pour réduire ou éliminer les modes de consommation et de production insoutenables à terme.

E-5 populations autochtones

Les politiques forestières nationales devraient reconnaître et protéger comme il convient l'identité, la culture des droits de populations autochtones, leurs collectivités et les autres collectivités ainsi que les habitants des forêts. Des conditions appropriées devraient être faites à ces groupes pour leur permettre d'être économiquement intéressés dans l'exploitation des forêts, de mener des activités rentables, de réaliser et conserver leur identité culturelle et leurs organisations sociales propres et de jouir de moyens d'existence et d'un niveau de vie adéquats, notamment grâce à des régimes fonciers incitant à une gestion écologiquement viable des forêts.

Il faut créer, développer et aménager, en fonction du contexte de chaque pays, des aires protégées comprenant des systèmes d'unités de conservation, compte tenu de leurs fonctions et de leurs valeurs écologique, sociale et spirituelle, notamment les habitats forestiers traditionnels des populations autochtones, des habitants des forêts et des collectivités locales.

En étroite harmonie avec les populations autochtones et leurs communautés, les gouvernements et les organisations intergouvernementales devraient établir un processus susceptible de donner aux populations autochtones et à leurs communautés des moyens d'action comprenant la reconnaissance du fait que leurs terres devraient être protégées contre les activités écologiquement irrationnelles ou que les peuples autochtones concernés considèrent comme socialement ou culturellement inappropriées, la reconnaissance de leurs valeurs, connaissances traditionnelles et pratiques de gestion des ressources en vue de promouvoir un développement écologiquement rationnel et durable, la reconnaissance du fait que la dépendance traditionnelle et directe à l'égard des ressources renouvelables et des écosystèmes, y compris les récoltes durables, continuent d'être essentielles à leur bien-être culturel, économique et physique ainsi que le développement et le renforcement de mécanismes nationaux de règlements des différends concernant la gestion des terres et des ressources.

En outre, il faut établir, s'il y a lieu, des arrangements pour renforcer la participation des populations autochtones et de leurs collectivités à la formulation, au niveau national, des politiques, lois et programmes ayant trait à la gestion des ressources et à d'autres processus de développement qui peuvent les affecter, et leur donner les moyens de prendre l'initiative de telles propositions. Il faudrait assurer la participation des populations autochtones et de leurs collectivités, aux échelons national et local, aux stratégies de gestion et de conservation des ressources ainsi qu'à d'autres programmes pertinents d'appui et de suivi des stratégies en faveur du développement durable.

Plusieurs conditions doivent être satisfaites au niveau national pour que les populations autochtones et les autres populations dont le mode de vie traditionnel est tributaire des forêts participent pleinement aux accords et puissent offrir leurs connaissances traditionnelles à d'autres parties intéressées. Les détenteurs de ces connaissances traditionnelles doivent être représentés par leurs propres délégués; ils devront se sentir à l'abri de tout changement de nature à compromettre le régime foncier, être assurés de jouir du même statut que leurs partenaires et être convaincus de poursuivre un but commun conforme à leurs valeurs culturelles et écologiques.

E-6 protection des droits de propriété intellectuelle

L'accès aux ressources biologiques, y compris le matériel génétique, doit tenir dûment compte des droits souverains des pays où sont situées les forêts, ainsi que de la mise en commun, à des conditions mutuellement convenues, des technologies et des avantages tirés des produits biotechnologiques.

Il faut trouver des moyens d'assurer efficacement la protection des droits des autochtones et un partage juste et équitable des avantages liés à l'utilisation des connaissances traditionnelles, ce qui, pour de nombreux pays, suppose le versement aux populations autochtones et aux collectivités locales de redevances appropriées, sur la base de leurs droits de propriété intellectuelle et dans le cadre de la législation nationale et internationale, du droit coutumier et des systèmes juridiques autochtones. La coopération internationale sur les connaissances traditionnelles dans le domaine des forêts et les droits correspondant à ces connaissances doit être compatible avec les obligations assumées découlant de la Convention sur la diversité biologique et d'autres instruments pertinents.

Les pays devraient étudier plus avant les cadres institutionnels et juridiques nécessaires pour soutenir l'application des régimes de protection de la propriété intellectuelle et/ou d'autres régimes de protection ou connaissances traditionnelles dans le domaine des forêts, le partage équitable des avantages qui en résultent et l'éventuelle élaboration d'accords officiels sur l'accès à ces connaissances.

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), en réponse à la décision III/14 de la Conférence de Parties à la Convention sur la diversité biologique, devraient entreprendre une étude visant à faire mieux comprendre, au niveau international, les rapports entre la propriété intellectuelle et les connaissances traditionnelles dans le domaine des forêts et à proposer des moyens d'assurer efficacement la protection de ces connaissances, en particulier contre le transfert international illégal, ainsi qu'un partage juste et équitable des avantages qui en résultent.

Les pays devraient entreprendre des études pilotes additionnelles sur les relations entre les régimes de protection des droits de propriété intellectuelle et les connaissances traditionnelles dans le domaine des forêts au niveau national, conformément à une décision prise à la troisième réunion de la Conférence des Parties à la Convention.

Le Secrétaire général, en collaboration avec les organes de la Convention, devrait établir une compilation des instruments internationaux et des législations nationales, y compris celles en projet, relatifs à la protection et à l'utilisation des connaissances traditionnelles dans le domaine des forêts et au partage juste et équitable résultant de ces connaissances, et encourager les pays à échanger des informations sur les expériences nationales dans ce domaine.

Les pays devraient envisager d'élaborer des mécanismes, dans le cadre de la législation nationale, propres à assurer le partage juste et équitable avec les collectivités locales et

autochtones des avantages, y compris une rémunération, s'il y a lieu, découlant de l'utilisation des technologies traditionnelles établies par elles en faveur d'une gestion forestière durable.

E-7 développement des infrastructures

Il faut améliorer les infrastructures et les services sociaux, en particulier pour sauvegarder les moyens d'existence des collectivités locales et des populations autochtones.

E-8 accès aux capitaux

Il faut des programmes destinés à assurer aux femmes l'égalité des chances en matière d'emploi et une rémunération équitable dans les secteurs structuré et non structuré, ainsi que des systèmes et services d'appui économique, politique et social adéquats, dont l'égalité d'accès aux ressources forestières.

Il faut des programmes visant à mettre en place des réseaux bancaires dans les zones rurales en vue de permettre à un plus grand nombre de femmes rurales d'avoir plus facilement accès au crédit.

E-9 politiques rurales

Les États ont le droit souverain et inaliénable d'utiliser, de gérer et d'exploiter leurs forêts conformément à leurs besoins en matière de développement et à leur niveau de développement économique et social, ainsi qu'à des politiques nationales compatibles avec le développement durable et leur législation, y compris la conversion de zones forestières à d'autres usages dans le cadre du plan général de développement économique et social et sur la base de politiques rationnelles d'utilisation des terres.

ANNEXE 1

LIENS AVEC LA POLITIQUE INTERNATIONALE EN MATIÈRE DE FORÊTS - les renvois sont faits aux chapitres, paragraphes, articles ou catégories d'éléments de programme énoncés dans les quatre documents de référence.

N°	Questions	Principes relatifs aux forêts	Action 21	Rapport d'initiatif du GEF	Programme de travail du FIF
A. Institutions et instruments de politique					
A-1	coordination de l'action internationale en matière de forêts	1.a), 1.b), 3.b), 7.b), 8.d), 10., 12.b), 14.,	2.9d), 2.10, 2.16, 2.21, 2.22, 2.27, 2.39, 2.40, 8.16b), 8.17, 8.22, 8.34, 8.43, 8.44, 8.46, 8.50, 9.7, 9.8, 9.18a), 11.3, 11.12b), 11.12e), 12.6b), 12.6c), 12.36d), 13.5b), 13.5e), 13.6c), 15.4a), 15.4f), 15.4i), 19.39d), 20.21a), 24.2d), 26.4a), 26.6b), 27.5, 27.6, 27.8, 27.9f), 28.2b), 28.4, 29.3, 29.11e), 30.15, 30.16, 30.27, 30.28, 30.29, 31.4b), 31.4e), 31.9, 31.10a), 31.10d), 32.7, 34.17, 34.18, 34.18, 34.19, 34.21, 34.22, 34.23, 34.24, 34.26, 34.27, 35.6a), 35.6b), 35.7b), 35.7g), 35.12b), 35.12e), 35.12d), 36.5j), 36.10b), 36.10e), 36.10j), 36.10k), 37.3, 37.5, 37.6, 37.8, 37.9, 37.11, 38.7, 38.8, 39.2, 39.3, 39.5,	15, 16, 34, 36, 40a), 40b), 45, 46a), 46e), 50b), 50c), 50e), 51, 57, 58b-v), 58c), 58d), 58a), 60, 64, 65, 67a), 67b), 67d), 67e), 67f), 68b), 71a), 77c), 78a), 86, 89d), 89e), 89f), 92, 94b), 94c), 96, 102, 111, 115e), 115e), 115f), 122, 123, 133b), 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147a), 147b-d), 147b-e), 147c), 148, 149,	I a), I b), II a), II a), II c), III
A-2	réformes des institutions chargées des politiques forestières	13e)	2.9d), 2.22, 2.34, 2.37, 2.38a), 8.4a), 8.4b), 8.4c), 8.5e), 8.5g), 8.16b), 8.17, 8.18, 8.19, 8.20, 8.21, 8.32, 8.33, 8.42, 9.11, 9.20b), 9.21a), 9.21b), 10.5, 11.2a), 11.3, 12.18a), 12.28a), 12.36b), 12.37a), 13.15c), 15.5i), 24.2e), 26.5a), 26.6a), 27.9b), 27.10d), 30.22, 30.23, 30.26, 31.4d), 31.10d), 34.18a), 35.6a), 35.6b), 35.6c), 35.7c), 35.7d-iii), 38.8c), 38.8d), 39.3,	9, 63, 69d), 129a), 132b), 136, 138, 139, 146b), 146e), 146d),	
A-3	coordination des politiques et programmes intersectoriels	2a), 3e), 6.e), 7a), 8.e), 8.h), 9.e), 13.d), 13.e),	2.9d), 2.16, 4.17b), 8.3a), 8.3d), 8.4a), 8.4b), 8.4c), 8.5c), 8.5e), 8.5f), 8.16, 8.42, 10.5, 10.6, 10.7, 11.3a), 11.3e), 11.12b), 11.31a), 12.37d), 13.5b), 13.5e), 13.6a), 13.6f), 15.4e), 15.5b), 15.5k), 19.13, 19.14, 19.38b), 20.21a), 24.2f), 31.9, 31.10a), 31.10b), 32.6a), 32.7b), 35.7a), 35.7c), 35.7d-iii), 35.7f), 35.11c), 36.15, 37.5, 37.6, 37.11, 38.8c), 38.8d), 39.3g),	8, 10, 15, 17a), 21, 22, 29b), 33, 34, 42, 44, 46a), 48, 58b-ii), 58b-vii), 59, 67c), 70d), 81, 84, 103, 136, 141, 142, 143,	
A-4	mécanismes financiers à l'appui de l'AFD	7.b), 9.a), 9.b), 10., 11.,	2.26, 2.27, 2.30, 8.3a), 10.7, 11.22a), 13.6d), 15.5d), 27.9e), 30.19, 30.20, 33.11, 34.14b), 34.18e-v), 34.24,	11, 13, 17c), 37, 40m), 43, 57, 58c), 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 67a), 67d), 67e), 67f), 67g), 68a), 68b), 68c), 70a), 70c), 71c), 77a), 77c), 78a), 90, 94a-iv), 94c),	II a), II a), II c),
A-5	investissement dans les forêts	6.e), 7.b), 10.,	2.27, 11.22a), 12.18g), 30.20, 33.11, 34.28,	13, 17c), 28a), 59, 60, 61, 62, 63, 64, 67a), 67f), 68, 69, 76, 77c), 78a),	II a),
A-6	coordination des programmes des donateurs et des bénéficiaires	1.b), 6.e), 7.a), 7.b), 8c), 9.a), 9.b), 12.a),	2.26, 2.27, 2.28, 2.35, 2.36, 2.37, 2.40, 8.16b), 8.34, 8.49, 8.50, 32.6a), 34.22, 34.24, 36.23, 37.3b), 37.11,	15, 17b), 17c), 17i), 50b), 31b), 40f), 40g), 40j), 40k), 40m), 43, 45, 46e), 46f), 57, 58d), 61, 64, 65, 66, 67b), 67c), 70a), 70d), 71b), 77a), 78a), 89b), 94a-iv), 115c),	
A-7	transfert de technologie	11.,	2.27, 4.8, 4.17c), 4.18, 4.19, 8.33, 9.18c), 9.18f), 9.21c), 12.18a), 12.26b), 15.4b), 24.3c), 26.3a-v), 26.5e-ii), 30.11, 31.4b), 34.14, 34.15, 34.16, 34.17, 34.18, 34.19, 34.20, 34.21, 34.22, 34.23, 34.26, 34.27, 34.28, 35.11b), 35.12a), 35.12e), 35.12j), 37.7,	17g), 43, 48, 57, 58c), 59, 64, 66, 69a), 71b), 72, 73, 74, 75, 76, 77a), 77b), 77c), 77e), 77g), 78a), 132c), 138,	II c),
A-8	renforcement des capacités	3.a), 11., 12.a), 12.b), 12.d),	2.38a), 4.8, 4.19, 8.3b), 8.5b), 8.20, 8.21, 8.43, 8.43, 8.49, 9.8, 10.5, 11.2a), 11.2b), 11.3, 11.30a), 12.7c), 12.26b), 12.36a), 12.37a), 13.6a), 13.15c), 19.14, 19.39a), 19.39b), 19.39c), 20.21d), 20.21e), 26.3a-vii), 26.5b), 26.5c), 28.4, 30.13, 31.4d), 31.4e), 31.10a), 31.10b), 34.14d-ii), 34.16, 34.20, 34.26a), 35.7a), 35.12e), 35.21, 35.22a), 35.22b), 35.22c), 36.13e), 36.13d), 36.22, 37.3, 37.4a), 37.5, 37.6, 37.7, 37.8, 37.9, 38.8b), 38.8c), 38.8d), 38.8e), 39.3f), 39.3h),	14, 17g), 21, 28a), 40g), 40j), 40k), 58b-vi), 58e), 60, 70e), 74, 77a), 77f), 84, 89b), 92, 94a-iii), 100, 139b), 138,	

A-9	éducation et formation	2.c), 11., 12.b),	4.26, 8.20, 8.38, 8.43, 10.9, 11.3b), 11.3e), 11.3f), 12.56a), 12.56c), 15.5a), 15.5m), 20.21b), 20.21e), 24.2a), 24.3e), 25.5, 25.9d), 25.9f), 29.3e), 30.14, 30.15, 30.21, 31.4e), 31.10c), 34.14d-ii), 34.22, 34.26b), 35.21a), 35.21f), 35.22a), 36.4, 36.5, 36.10a), 36.10b), 36.10d), 36.10j), 36.10k), 36.13, 36.14, 36.15, 36.16, 36.17, 36.18, 36.19, 36.20, 36.21, 36.22, 36.23, 35.25, 36.26, 37.3a), 37.8, 37.9,	17g), 33, 40f), 43, 46d), 69a), 102, 138,	Category II.e),
A-10	partage des informations	2.c), 12.b), 12.c), 12.d),	2.13, 4.17e), 4.18, 4.20, 4.22, 4.26, 8.4f), 8.5a), 8.16a), 8.17, 8.34, 8.35, 8.38, 8.48, 8.49, 10.9, 11.3b), 11.3e), 11.30a), 11.30b), 11.31e), 12.6a), 12.6b), 12.6c), 12.7a), 12.7b), 12.56a), 12.56c), 13.5d), 13.5f), 13.6c), 15.5k), 15.5m), 19.13, 19.14, 19.38a), 19.39a), 19.39b), 20.21b), 20.21d), 20.21h), 20.21j), 23.2, 24.2e), 25.4, 25.9f), 27.9g), 27.10f), 28.2a), 28.2b), 28.2c), 28.3, 28.4a), 28.5, 30.10, 30.11, 30.13, 30.14, 30.15, 30.16, 31.3, 31.4a), 31.4e), 31.9, 34.15, 34.16, 34.17, 34.23, 34.26, 35.6a), 35.6b), 35.6c), 35.6d), 35.7a), 35.12b), 35.16, 35.17b), 35.21d), 35.22c), 35.22d), 35.22e), 35.22g), 36.4c), 36.4d), 36.5h), 36.10, 36.20, 36.22, 36.24, 37.10, 38.8g),	16, 30a), 31a-iii), 37, 38, 40a), 40b), 40f), 40k), 40m), 40q), 48, 49, 50b), 50e), 57, 58b-vii), 58c), 71b), 72, 73, 76, 77a), 77f), 77g), 78a), 78b), 78c), 81, 82, 89e), 89g), 89h), 94a-ii), 94a-iii), 100, 102, 103, 104a), 111, 113, 115d), 122, 126, 131a), 133g), 134b), 135a),	
A-11	coordination des recherches	6.c), 12.a), 12.b), 12.c),	4.18, 8.36, 8.43, 9.8, 9.12d), 9.21c), 11.3g), 11.13g), 11.22f), 11.30a), 11.31d), 15.5f), 20.21c), 30.25, 30.29, 31.4e), 31.4f), 31.9, 32.7a), 34.14d-ii), 34.21, 34.22, 34.23, 35.6d), 35.6e), 35.7b), 35.7f), 35.7g), 35.7h), 35.11a), 35.12a), 35.12b), 35.12c), 35.12e), 35.12j), 35.12k), 35.12l), 35.16, 35.17, 36.5j),	25, 27a), 27b), 29b), 30a), 30b), 31a-i), 31a-ii), 31c), 33, 40j), 40k), 43, 46d), 46g), 49, 57, 58b-vii), 75, 78a), 89e), 90, 91, 92, 93, 94a-i), 94a-ii), 94a-iii), 94a-iv), 94b), 94c), 94d), 104c), 134b), 138,	II.c), II.d),
A-12	définition de l'AFD			33, 53, 58a), 109, 115d),	
A-13	élaboration des critères d'AFD	8.d),	8.44, 10.8, 11.22b), 35.7d-i), 39.3d),	17d), 25, 26, 33, 40f), 58b-vii), 83, 85, 89a), 89d), 93, 100, 104c), 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 122, 133e),	
A-14	élaboration des indicateurs d'AFD	8.d),	8.44, 10.8, 11.22b), 35.7d-i), 39.3d),	17d), 25, 26, 33, 40f), 58b-vii), 83, 85, 89a), 89d), 93, 100, 104c), 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 122, 133e),	
A-15	programmes forestiers nationaux	2.a), 2.b), 2.d), 3.a), 3.c), 5.a), 6.b), 6.d), 6.e), 8.a), 8.c), 8.d), 8.e), 8.f), 8.g), 8.h), 9.c), 12.b), 13.e),	4.17b), 8.3a), 8.4a), 8.5d), 8.16, 8.21, 9.12g), 9.20b), 10.5, 10.6, 10.7, 10.8, 11.3a), 11.3d), 11.12b), 11.13a), 11.13f), 11.22k), 11.31a), 11.31c), 12.36b), 12.37b), 13.6b), 13.15a), 15.4b), 15.4c), 15.5a), 15.5b), 15.5i), 15.5j), 24.2f), 26.3b), 26.3c), 26.5a), 26.5d), 27.10d), 28.3, 34.14d-iii), 34.22, 34.24, 37.4b), 37.5, 37.6, 37.10, 38.8a),	8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 21, 25, 26, 29a), 29b), 30b), 34, 40d), 40e), 44, 46a), 56, 57, 58b-vi), 58b-vi), 62, 66, 67b), 67c), 67d), 67e), 70a), 71c), 75, 76, 77b), 77d), 77e), 79, 104a), 106, 115b),	II.d),
A-16	évaluations, inventaires, statistiques et modèles des forêts	2.c), 8.h), 12.a), 12.c),	8.6, 8.42, 8.44, 8.45, 8.49, 10.7, 10.8, 11.13a), 11.22j), 11.30a), 11.30b), 11.31a), 11.31b), 11.31d), 12.6a), 12.6b), 12.6c), 12.7a), 12.7b), 12.7c), 13.5a), 13.5b), 13.5c), 13.5f), 15.5j), 26.5d), 35.7e), 35.12a), 35.12c), 35.12d), 35.12g), 35.12h), 35.12i), 35.16, 35.17a),	21, 40j), 40n), 53, 58a), 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 106, 113, 138,	II.d),
A-17	estimation de la valeur des forêts	6.c), 12.d), 13.c),	8.7, 8.37, 8.44, 8.45, 11.21a), 11.22j), 11.22k), 11.31c), 11.31d), 15.5c), 35.7e),	11, 17a), 24, 25, 40n), 65, 89d), 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 122,	II.b), II.d),
A-18	rapports nationaux		4.9, 8.4d), 8.4a), 8.5, 8.6, 8.16c), 8.22, 8.44, 8.45, 11.31b), 11.31d), 12.6a), 12.7a), 12.7b), 12.36c), 15.4f), 24.2d), 28.2d), 35.17b), 37.4b), 37.10, 39.5,	14, 17a), 17c), 17d), 29b), 30a), 46b), 48, 49, 50d), 58b-vi), 71b), 106, 108, 115e),	

B. Questions d'environnement					
B-1	préservation de la diversité biologique	2.b), 4, 7.b), 8.g),	11.12d), 11.13b), 11.22b), 12.18f), 15.4b), 15.4d), 15.4e), 15.4g), 15.4h), 15.4i), 15.4j), 15.5, 35.11a), 35.12f),	15, 17a), 22, 31c), 45, 54, 58b-a), 58b-v), 74, 75, 77e), 91, 94b), 95, 96, 115f),	II d),
B-2	création des zones forestières protégées	2.b), 7.b), 8.a), 8.f),	11.12a), 11.12d), 11.13b), 12.18f), 13.5e), 13.6g), 15.5d), 15.5g), 15.5j), 26.3a-a),	44, 54, 58b-v), 69d), 93,	
B-3	déboisement	2.a), 8.h), 10.,	11.12d), 11.13a), 15.5e),	18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27a), 27b), 28c), 29a), 30a), 31a-c), 31a-d), 31a-e), 31b), 46e), 54, 64, 67a), 93, 95, 104e),	II d),
B-4	boisement et reboisement	6.a), 6.d), 8.a), 8.b), 10.,	11.12a), 11.13d), 11.13e), 11.30a), 12.17e), 12.18b), 15.5h),	22, 43, 46g), 58b-a), 58b-ai), 58c), 67a), 69d), 75,	
B-5	remise en état des écosystèmes fragiles	4., 8.a), 8.b),	11.12a), 11.13a), 11.13d), 12.6a), 12.17, 12.18a), 12.18b), 12.18c), 12.18d), 12.18f), 12.18g), 12.27, 12.28a), 12.28b), 12.28c), 12.36a), 12.36b), 12.36c), 12.36d), 12.37a), 12.37b), 12.37d), 12.56, 13.15a), 15.5h),	41, 42, 43, 44, 45, 46, 58b-ai), 75,	
B-6	stockage et piégeage du carbone		9.7, 9.8, 9.20a-d), 9.21d), 11.13d),	22,	
B-7	atténuation des effets des changements climatiques		9.7, 9.8, 9.20a-d), 35.12b),	45, 93, 96,	
B-8	conservation des sols et des ressources en eau	4., 10.,	11.13d), 12.18a), 12.18d), 13.15a),	46g),	
B-9	impact des industries autres que forestières	8.h),	11.13g), 11.31e), 12.18b), 12.28c),	131a), 134a),	II b),
B-10	impact de la pollution	1.a), 8.h), 15.,	9.17, 9.18a), 9.18d), 9.18e), 9.18f), 9.20a-d), 9.27, 9.28, 11.13g), 19.13, 19.14, 19.38, 19.39, 20.11, 20.13, 20.21, 30.6, 30.8, 30.12, 30.25, 30.26,	24, 27e), 47, 48, 49, 50, 93,	
C. Questions d'aménagement forestier					
C-1	protection des forêts contre les incendies	2.b),	11.13g),	42,	
C-2	protection des forêts contre les insectes et les maladies	2.b),	11.13g),	42,	
C-3	produits non ligneux et services	2.b), 12.a),	10.8, 11.21d), 11.22f), 11.22g), 11.22h), 13.6e), 15.15b), 36.10g),	11, 24, 43, 46g), 69d), 75, 117,	II c), II d),
C-4	connaissances traditionnelles dans le domaine des forêts	5.a), 12.d),	12.56d), 13.5e), 15.4g), 15.5e), 26.3a-ai), 26.3a-aj), 26.5c-i), 30.25, 34.14c), 35.6d), 35.7f), 35.7h), 35.16, 35.22g), 36.10a),	17g), 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 44, 58b-ai), 93,	II d),
C-5	approvisionnement en bois de feu	2.b), 6.a), 6.d),	9.12d), 9.12f), 11.13e), 11.21e), 12.17d), 12.18b),	28b), 42, 54, 75,	II c),
C-6	plantations et essences exotiques	6.a),	11.12a), 11.13a), 11.13f), 12.18b),	22, 28a), 28b), 43, 58b-ai), 58c),	
C-7	méthodes de récolte		11.13a), 11.22c),	75,	II c),
D. Questions économiques					
D-1	industries des forêts et des produits forestiers	2.b), 6.b), 9.a), 13.a),	2.14, 2.16, 4.17a), 9.18a), 9.18b), 9.18e), 9.21a), 9.21b), 11.21b), 11.22a), 11.22g), 20.11, 20.13, 30.6, 30.7, 30.18,	22, 28a), 46g), 54, 69d), 75, 93, 116, 120, 131b), 132, 133a),	II b), II c), II d),

D-2	commerce international	7 a), 9 a), 13 a), 13 b), 13 e), 14.	2.9e), 2.9e), 2.10, 2.11, 2.12, 2.13, 2.15, 2.16, 2.21, 2.22, 11.22k).	12, 24, 40e), 42, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 127, 128, 129, 130, 131a), 133f), 133.	II b).
D-3	accès aux marchés	9 a), 13 a), 14., 13 b).	2.9b), 2.12, 2.13, 2.16, 11.22a), 11.22g).	12, 24, 118, 121, 128a), 128b), 130b), 133a), 135a).	II b).
D-4	certification		4.21, 8.5d).	40f), 108, 122, 123, 124, 125, 128e), 133.	II b).
D-5	offre et demande	6 a), 6 b), 7 a).	2.13, 2.14, 4.7a), 4.17, 35.6e).	20, 23, 28a), 42, 55, 56, 93.	II b), II d).
D-6	concentration	6 b), 7 a).	4.7, 4.8, 4.17, 4.19, 4.20, 4.23, 4.24, 4.25, 4.26, 9.18a), 24.3b), 35.6e).	20, 23, 42.	II b).
D-7	instrument économiques, politiques fiscales, régimes frontaliers	5 a), 7 a), 7 b), 13 c), 13 d), 13 e).	2.28, 2.30, 2.34, 2.35, 2.36, 2.37, 2.38a), 4.25, 8.5f), 8.31, 8.32, 8.33, 8.34, 8.35, 8.36, 8.37, 8.38, 8.47, 10.6, 11.22a), 11.22k), 11.30a), 12.28c), 24.3f), 26.5a-d), 26.4, 30.8, 30.19, 32.5b), 32.6b), 34.18a), 34.18d), 34.18e-d), 35.7d-a).	9, 17a), 20, 29e), 35, 63, 64, 65, 67g), 69e), 70b), 77d), 118, 128b).	II d).
D-8	internalisation des coûts	13 c).	2.14, 4.24, 8.31, 8.32, 8.33, 8.37, 8.38, 8.42, 11.21a), 30.9.	58b-iv), 63, 90, 126, 134a), 134b).	
D-9	maintien du potentiel de développement	6 d).			II d).
E. Questions sociales					
E-1	emploi	6 d).	11.22h), 11.22i), 25.9e), 29.2, 29.3, 29.5, 29.6, 29.7, 29.8, 29.9, 29.10, 29.11a).		
E-2	stabilité des collectivités frontalières	6 d), 9 b).	11.13c), 11.13i), 11.22h), 11.22i), 12.27, 12.28b), 13.6b), 13.15b), 28.4.	9, 29e), 33, 35, 46d), 62, 74, 77f), 95, 128e), 131b).	
E-3	participation	2 d), 5 a), 5 b), 6 d), 8 b), 12 d).	2.22, 8.3c), 8.4a), 8.4c), 8.5g), 8.5h), 8.21, 8.50, 10.5, 10.6, 10.10, 11.3b), 11.13i), 11.22f), 11.30a), 12.17a), 12.18a), 12.26a), 12.28b), 12.56b), 12.56d), 13.5c), 15.4g), 15.5a), 15.5f), 23.1, 23.2, 23.3, 25.4, 25.9a), 25.9b), 25.9c), 26.3b), 26.3c), 26.5a), 26.6a), 27.5, 27.6, 27.7, 27.8, 27.9, 27.10, 28.2, 28.4, 28.5, 29.2, 29.3e), 29.5, 29.6, 29.11, 30.7, 30.24, 31.3a), 31.4a-a), 32.5a), 32.5f), 32.6e), 32.6d), 32.7, 35.6f), 35.7e), 35.21a), 35.22a), 35.22f), 36.5d), 36.5k), 36.10a), 36.10e), 36.10h), 36.10i), 36.19, 37.3a), 39.3c).	9, 10, 17a), 17a), 17f), 17h), 17i), 29, 33, 35, 39, 40e), 40d), 40e), 40g), 40h), 40i), 40m), 40n), 40r), 44, 46e), 58b-iii), 58b-iv), 72, 77f), 93, 110, 113a), 115b), 124, 138.	
E-4	sexe	2 d), 5 b).	8.5g), 11.3b), 11.3f), 11.13i), 12.28a), 12.56d), 15.4g), 15.5a), 24.2, 24.3, 28.2d), 30.24, 31.4g), 32.5b), 34.14e), 35.21b), 36.5m).		II c).
E-5	populations autochtones	2 d), 5 a).	11.13b), 12.28a), 13.15b), 15.5a), 26.3, 26.4, 26.5, 26.6, 36.5a).	9, 17a), 29e), 33, 35, 36, 40b), 40q).	
E-6	protection des droits de propriété intellectuelle	8 g).	15.4d), 15.4j), 15.5a), 26.4b), 34.14b), 34.18a-iv).	36, 40e), 40e), 40p), 40q), 40r).	
E-7	développement des infrastructures	2 a).	13.15b).		
E-8	accès aux capitaux		24.3f), 24.3g).		
E-9	politiques rurales	2 a), 9 b).	36.9.	29e), 42.	

[Français](#) | [English](#) | [Español](#) | [Recherche](#) | [Plan du site](#) | [Sites connexes](#) | [Calendrier](#) | [Page d'accueil](#)
[Contexte](#) | [Réunions](#) | [Rapports](#) | [Salle de presse](#) | [Documents](#)